OUI

ILS VIVENT LES COMITES DE SOLDATS

SUPPLÉMENT à
"Tout le Pouvoir aux Travailleurs" No 2
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
M. SAULTE
ÉDITEUR - ÉDITIONS

MOUVEMENT DES SOLDATS

ANTIMILITARISME & LUTTE DE CLASSES

GROUPE COMMUNISTE LIBERTAIRE DE NANCY

COLLECTIF POUR UNE UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

MOUVEMENT DES SOLDATS

ANTIMILITARISME & LUTTE DE CLASSES

GROUPE COMMUNISTE LIBERTAIRE DE NANCY

COLLECTIF POUR UNE
UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

PREFACE

Cette brochure est le résultat d'un travail collectif du groupe communiste libertaire de Nancy et du Collectif pour une Union des Travailleurs communistes Libertaires. Etroitement mêlés depuis le début, au mouvement antimilitariste, soit dans les comités de soldats, soit dans le soutien civil et plus généralement en tant qu'antimilitaristes révolutionnaires, nous avons des positions propres à défendre.

A l'heure où la lutte se développe, où les propositions les plus diverses fusent comme autant de solutions miracles, il est important que les révolutionnaires qui se situent dans la perspective de l'autonomie ouvrière fassent connaître leurs analyses, le sens de leur combat.

Pour ces raisons, nous avons voulu faire une brochure qui soit un instrument de travail. A la fois un éclaircissement de nos positions théoriques et un exposé de nos options pratiques.

Notre souhait est qu'à partir de là, un débat s'ouvre avec tous les révolutionnaires en accord sur ce minimum théorique commun qu'est la lutte pour l'autonomie ouvrière, le communisme libertaire ou communisme des conseils. Et surtout que tout accord soit le point de départ d'un travail politique et d'une intervention militante commune.

Janvier 77

G.C.L. Nancy - COLLECTIF U.T.C.L.

Supplément à Tout Le Pouvoir aux Travailleurs, édité par les éditions « L. »

PREMIERE PARTIE

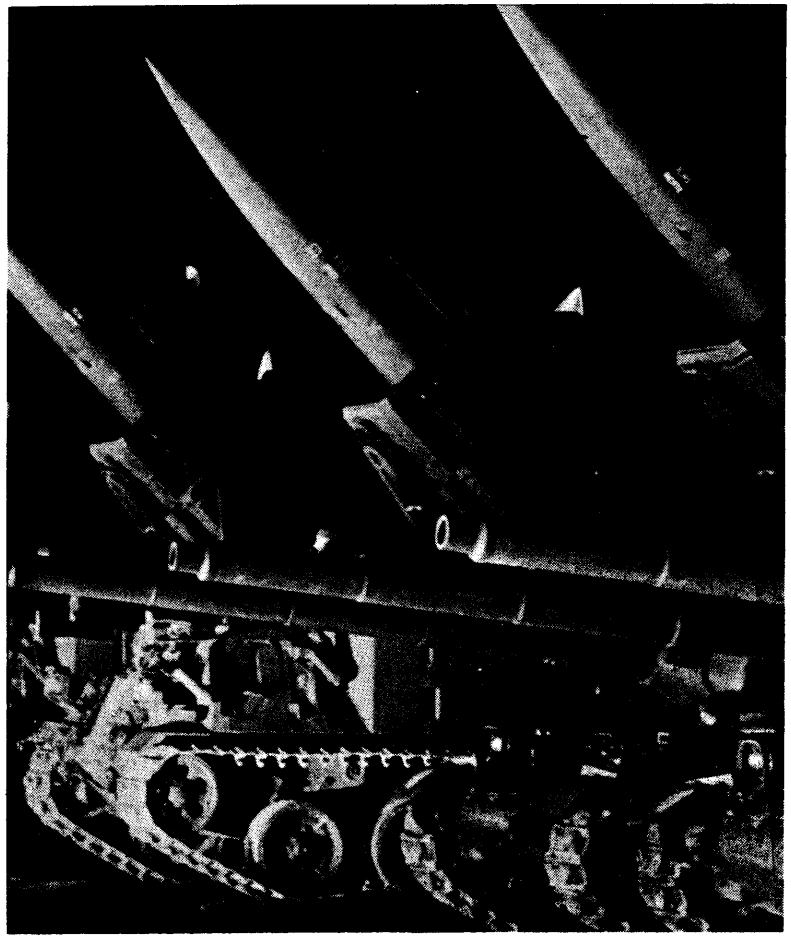
LE MILITARISME

Les crises de croissance que connait l'économie capitaliste entrainent nécessairement des désordres aux niveaux nationaux comme au niveau international. C'est la lutte contre ceux-ci qui fonde et justifie aux yeux de la bourgeoisie le militarisme. Et il peut en outre assujettir la jeunesse et les peuples en lutte par sa fonction idéologique... Enfin il est l'institution essentielle de l'instrument de domination de la bourgeoisie: l'État.

Le militarisme est donc un phénomène lié aux difficultés rencontrées dans le processus mondial de concentration et de restructuration du capital. La baisse du taux de profit nécessite une accumulation plus rapide et donc une extension du champ soumis à l'exploitation capitaliste et une aggravation de cette dernière.

De même que la réorganisation capitaliste implique nationalement la destruction du capital le plus faible (petites entreprises) et la prolétarisation de couches jusqu'alors non salariées au capital (artisans et paysans ruinés), de même au niveau international cette réorganisation exige la destruction des nations les plus faibles au profit des impérialismes victorieux qui opèrent ainsi une nouvelle expansion à travers la division mondiale du travail. Les nations faibles (essentiellement le tiers-monde) sont maintenues militairement dans cet état de faiblesse par les pays développés qui leur assignent un double rôle: à la fois réservoir de matière première et de main d'œuvre et marché où écouler les productions transformées (entre autres le matériel militaire). C'est la prise de conscience de cette situation qui explique l'apparition des luttes de libération nationales et des bourgeoisies nationales.

INDISPENSABLE A LA DOMINATION DE LA CLASSE BOURGEOISE LE MILITARISME AGIT AUX NIVEAUX ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, IDÉOLOGIQUE.



Au niveau économique le militarisme opère d'abord comme un régulateur de la croissance. Si tel secteur de la production connait des difficultés, l'armée peut dans une certaine mesure agir sur cette situation. L'état en passant commande de matériel peut sauver une firme (ce fut le cas avec Berliet dont la situation se trouva redressée par la commande massive de camions militaires). Dans ce cas l'armée redresse un marché compromis par une demande civile déficiente. L'intervention U.S. en Corée permit d'éviter la crise de la sidérurgie américaine. Ou encore l'exemple classique de l'Allemagne où Hitler avec une politique de grands travaux et d'armement aida au redressement économique (33/36).

Dans une période où la demande sur le marché est abondante, l'état aura plutôt tendance à restreindre les crédits militaires. C'est pourquoi le militarisme se développe en période de crise et coïncide avec un renforcement de l'intervention et de l'autorité de l'état dans l'économie. L'intérêt de la défense nationale a pour seule fonction de préserver les profits du grand capital ce qui démontre à l'évidence que le pouvoir d'état est bien le pouvoir du grand capital.

L'importance du rôle de l'armée apparait surtout dans la politique impérialiste et néocolonialiste des puissances capitalistes. Chaque crise (au niveau actuel de l'accumulation du capital) englobe le monde. Ainsi toute guerre n'est qu'une phase parmi d'autres de la lutte que se livrent les super-puissances pour le contrôle des marchés et des points stratégiques (conflit israélo-arabe, Angola, Liban).

C'est cette lutte pour le contrôle des marchés qui en dernier ressort peut donner naissance à la guerre, c'est-à-dire à l'affrontement entre blocs capitalistes, à la destruction de moyens de production et de forces productives.

La question des ventes d'armes s'inscrit dans ce cadre et agit dans le même sens. En rapportant des devises elle peut aider à combler le déficit structurel de la balance des paiements (mirages lybiens). A ce propos, il suffit d'examiner la bataille économique que se sont livrées les sociétés productrices d'avions militaires, pour le renouvellement du parc aérien des quatre pays de l'OTAN, la France et les USA étant les principaux concurrents sur ce marché. De plus le gouvernement français a levé son embargo sur les ventes d'armes aux belligérants du moyen-orient, opération devenue nécessaire économiquement. On ne s'étonnera pas de voir Dassault en défenseur de cette politique militariste, avec bien sûr, la justification économique appropriée: « les usines d'armement fournissent du travail à 270 000 personnes en France, donc jouent un rôle dans la stabilisation de l'emploi, surtout en période de crise de l'embauche ».

D'autre part, l'armement des « nations amies » assure les positions stratégiques des blocs capitalistes impérialistes.

LE MILITARISME AGIT DONC A LA FOIS COMME RÉGULATEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET COMME CONDITION ET GARANT DE LA REPRODUCTION ÉLARGIE DU CAPITAL.

Toute lutte d'une classe pour maintenir ou accroître sa domination s'accompagne de propagande idéologique. Pour soutenir sa politique d'armement et pour justifier l'expansionnisme capitaliste, le pouvoir développe la propagande nationaliste et impérialiste. La bourgeoisie tente de réaliser l'unité nationale pour la défense du capital national. Tous les idéaux patriotiques sont autant d'abstractions mystificatrices qui cachent la réalité pour laquelle les bourgeoisies demandent aux prolétaires de s'entretuer: les profits et les pillages capitalistes.

Aujourd'hui au temps des multinationales cette idéologie s'est simplement affinée. Si l'esprit de conquête, le « militarisme à la prussienne » ont fait leur temps, c'est qu'ils correspondaient à une époque à présent dépassée du capitalisme; époque où la bourgeoisie disposait d'une domination idéologique et d'une cohésion nationale moindres et où son état était par conséquent plus fragile. Quant au militarisme des pays dits socialistes (qui n'a pas vu un défilé militaire russe ou un bataillon féminin chinois) il véhicule le plus pernicieux des militarismes modernes en faisant de la défense de la révolution l'idéologie mystificatrice qui masque la réalité d'un capitalisme d'état impérialiste.

Mais quant au fond rien n'a changé. De même que la politique d'armement permet momentanément de résorber des problèmes sociaux tels que l'emploi, de même la relance des antagonismes nationaux (ou entre blocs impérialistes) permet de mettre en veilleuse la lutte des classes et d'étouffer toute perspective internationaliste pour le prolétariat.

Le capital qui ne parvient à survivre à ses contradictions internes que par la surexploitation et la guerre doit maîtriser la classe ouvrière car l'action de celle-ci est le facteur déterminant quant à l'issue de la crise. Lorsqu'il ne parvient plus à différer la crise sociale, le capital se sert de l'arme de la crise politique. L'inquiétude entretenue par les milieux financiers sur la pagaille parlementaire, la subversion communiste, la faiblesse du gouvernement vise à démontrer que l'armée devient effectivement le « dernier rempart de la société libérale » (Galley).

L'histoire et surtout l'histoire récente (Chili) nous enseigne clairement que lorsque les autres moyens deviennent insuffisants, la bourgeoisie fait intervenir son armée. C'est le rôle que Marx mettait en évidence dans « La guerre civile en France ». La visite de De Gaulle à Massu en 68 en apporte une preuve éclatante. Du degré de solidité de l'armée dépend en fait la solidité de l'état tout entier.

L'armée est un instrument de la bourgeoisie et non un état dans l'état qui agirait de façon autonome comme tendent à le faire croire les « démocrates de gôche ». Le militarisme est une des formes de la politique du capital et non une rupture avec la politique.

paru dans
le RATA-JOIE n°8
(1er RATA Melun)

La question de la neutralité de l'armée n'a donc pas plus de sens que la question de la neutralité de l'état. L'état c'est l'ensemble des moyens idéologiques, politiques et militaires que s'est donnée la bourgeoisie pour exercer son pouvoir. En ce sens l'armée fait partie de l'état, et comme lui, est liée essentiellement à la division de la société en classes et à la domination de l'une d'elle. Sous son aspect politique l'état remplit un rôle de cohésion sociale, sous son aspect militaire, il témoigne de l'éclatement de cette cohésion, de l'existence de la lutte des classes et sert à rétablir l'ordre bourgeois.

Ultime recours de la bourgeoisie l'armée ne reste pas inactive à attendre son heure. Instrument de bris de grève, le pouvoir tente d'accoutumer les populations à cette présence sociale de l'armée: militarisation des sols, de la société toute entière.

L'armée sert encore à transmettre à la sortie de l'école le message idéologique de la classe dominante: obéissance, hiérarchie, patriotisme, irresponsabilité. De plus l'armée réintroduit les différences de classes en accordant des privilèges à certains appelés et en appliquant une hiérarchie très serrée dans les tâches à accomplir (cf. 3ème partie, 4ème chapitre: texte appelés-engagés). En organisant le désœuvrement, le retour à l'exploitation et au salariat est ressenti comme une véritable libération.

Pour remplir ces tâches, la bourgeoisie dispose d'une armée fidèle. Couche parasitaire, vivant grâce à la plus-value extorquée aux travailleurs, les militaires ont intérêt à garantir et à perpétuer l'exploitation du prolétariat. Cette exploitation justifie leur existence comme force de répression. C'est en ce sens que l'on doit parler de caste militaire et repousser les conceptions qui envisagent de gagner les officiers au socialisme (cf le texte appelés-engagés).

On ne peut donc séparer le militarisme des conditions matérielles qui ont rendue nécessaire son existence et qui continuent à la soutenir. Ces conditions c'est la société d'exploitation capitaliste. En d'autres termes l'armée est l'instrument de guerre du pouvoir (bourgeoisie privée ou bureaucratie) et par conséquent sa suppression passe nécessairement par l'abolition de la société de classe, c'est-à-dire dans l'immédiat par la lutte des classes dont l'antimilitarisme est un aspect.

DEUXIEME PARTIE

L'ARMEE FRANÇAISE AUJOURD'HUI

La bourgeoisie a hérité d'une armée datant de la période florissante de l'impérialisme français (14/18). Cette armée était une armée de masse équipée pour la défense en profondeur du territoire, l'invasion et l'occupation d'autres territoires. Cette armée est mal adaptée aux besoins actuels de la bourgeoisie.

Aujourd'hui l'impérialisme français ne peut plus prétendre aux premières places (ni contre les autres impérialismes, ni contre les pays colonisés). Et malgré la politique militaire gaulliste fondée sur l'indépendance nationale.et la force de frappe, la France doit se ranger derrière les USA. C'est l'acceptation du parapluie nucléaire. Cette évolution va s'accentuer après 68 et Debré en 72 va discuter les modalités de l'utilisation de l'armement atomique français à Washington. D'autre part une réorganisation s'opère afin que l'armée corresponde mieux aux besoins actuels du capital français.

Cette réorganisation peut se résumer ainsi:

1/ Vu la modification profonde de l'affrontement impérialiste par le statu-quo URSS-USA et déjà... Chine basé sur le partage du monde et la coexistence par la dissuasion nucléaire, une armée à la mesure de la volonté d'indépendance nationale serait nécessaire. C'est le sens de la force de frappe, de l'armement nucléaire autonome qui nécessitent un renouvellement du personnel militaire. La France jouerait volontiers un rôle analogue à celui de la Chine... (troisième larron) mais l'abandon de la défense « tous azimuths » et le rapprochement avec les principes stratégiques de l'OTAN montrent que la bourgeoisie française doute elle-même de la possibilité d'édifier une force de frappe complète et autonome. La force de frappe sert davantage actuellement à maintenir l'illusion d'une défense indépendante; condition de la propagande nationaliste. (voir en fin de cette partie: « l'OTAN »).

2/ Face à la transformation des formes de la domination coloniale, l'armée conçue pour l'occupation et qui nécessitait des moyens en hommes et en matériel très élevés est remplacée par une force prévue pour l'intervention rapide et brutale capable de briser dès le départ des révoltes populaires. Ce sont les régiments d'élite comme ceux basés en Bretagne et dans les Landes. Ils sont intervenus au Gabon en 64 pour soutenir la bourgeoisie compradores, au Sénégal en 68. En attendant la « défense » des territoires qui présentent un intérêt économique (Nouvelle Calédonie pour le nickel, Mauritanie pour le fer, Gabon pour l'uranium et le manganèse) ou un intérêt géographique (Tchad, Djibouti, Polynésie) consiste à assister militairement les bourgeoisies locales qui ne tiennent que par cette aide néocolonialiste. Ce sont ces mêmes régiments d'élite que Giscard proposait de faire intervenir au Liban il y a quelques mois.

3/ Mais la réorganisation essentielle est celle concernant la lutte contre l'ennemi intérieur.

La domination de la bourgeoisie est aujourd'hui contestée en France par des couches de plus en plus larges. Et en premier lieu la réapparition de luttes prolétariennes remettant en cause le système capitaliste. Ces modifications des conditions de la lutte des classes se révèlent essentiellement par l'émergence d'un mouvement ouvrier combattif qui tend à rompre avec le cadre étroit de la concertation entre partenaires sociaux et à remettre en cause l'attitude bureaucratique des directions réformistes des organisations syndicales.

Depuis 68 la bourgeoisie sait que dans l'hypothèse insurrectionnelle l'armée aura un rôle prééminent dans le rétablissement de l'ordre. Elle sait que son armée a besoin d'être mieux préparée et adaptée à ce rôle. En 68 certains (Messmer) pensaient que le rôle de l'armée ne sortait pas de la dissuasion (itinéraire psychologique des chars autour de Paris). Mais aujourd'hui cette dissuasion passive apparaît comme totalement dépassée et on n'hésite pas à affirmer que de tout temps les forces armées ont fait partie des forces de l'ordre.

Le pouvoir se méfie du contingent; aussi se doit-il de mettre en place un système reposant essentiellement sur des unités professionnelles destinées à fournir des armes tout à fait sûres. Pour cela le pouvoir entend développer:

* Une armée de métier capable d'intervenir et politiquement sûre. Cette armée existe déja en fait (plus de 300.000 militaires de métier) dont bien sur les unités d'élite (paras, légion). Ainsi, au plus fort de la crise en mai 68, vit-on apparaître la sélection des éléments en qui la bourgeoisie a le plus confiance et que tout naturellement, elle tendra à spécialiser pour la répression: « ... le bras séculier, c'est l'armée, la gendarmerie mobile, les troupes aéroportées, la légion, des éléments de blindés, les cadres de réserve. Le dernier carré » (« Le mois de mai du général» – J.R. Tournoux).

* Des milices fascistes (SAC, CDR) bien armées et dont l'intérêt réside dans le caractère non officiel des interventions.

*Toutes les forces de répression traditionnelles (CRS, police, etc...). Ces dernières devant travailler de plus en plus étroitement avec l'armée proprement dite; vers l'unité de commandement.

* La préparation du contingent à son rôle d'appoint, de dissuasion statique et de bris de grève (l'armée se constitue un fichier des appelés politiquement sûrs, triage du contingent, loi Debré, service fractionné, preparation militaire accrue). Ajoutée à cela la mobilisation des réservistes volontaires: on va vers la création d'une milice dans l'armée.

Il existe cependant des contradictions qui peuvent ouvrir des brêches dans l'institution en fonction de la situation des éléments de l'armée dans la lutte de classe.

La DOT s'inscrit dans ce programme de guerre civile. « La mise en place de la DOT est destinée à éviter tout retour à des évènements du type de ceux qui ébranlèrent la nation en 1968 » (Fanton). Elle vise tout simplement à suppléer à l'incapacité des autorités civiles à assurer le maintien de l'ordre. C'est le moyen ultime de lutte contre la subversion interne. La DOT prolonge l'état d'urgence. Elle transmet entre les mains des militaires toutes les autorités: le général de région remplace le préfet.

D'ores et déjà la mise en place du GIER (groupe interministériel d'exploitation du renseignement) concentre entre les mains des autorités militaires tous les services de renseignement et leur en donne le commandement unique. D'autre part ces services travaillent en collaboration étroite avec d'autres ministères (Éducation nationale par exemple).

Depuis 68, les manœuvres des unités concernées par la DOT sont orientées vers des thèmes anti-guerrila:

– Manat 71: contre les tentatives d'infiltration et de sabotage.

– Hainaut 72: le 43e RI de Lille pénètre en Belgique pour participer à la répression d'une insurrection populaire dans la région de Leuze.

– Morbihan 70 et Manat 73.

– Beauce 73: l'armée essaie d'habituer les civils à coopérer à la répression des subversifs.

Il est à noter cependant que ces manœuvres furent très mal accueillies par la population et certaines furent des échecs véritables pour la caste militaire (ainsi Beauce 72).

Ces réorganisations suscitent des contradictions au sein de la bourgeoisie. Essentiellement sur l'utilité du service national dans sa forme actuelle. Néammoins la conscription est maintenue pour trois raisons:

– Le contingent, nous l'avons souligné, reste indispensable à la mise en œuvre de la DOT.

– L'abandon du principe républicain de la conscription est politiquement et financièrement inacceptable et incompatible avec les impératifs économiques (volant de chômage) et la nécessaire idéologie patriotique.

– Le service national a, entre autre, un rôle important dans l'embrigadement de la jeunesse, dans la transmission des valeurs bourgeoises. Parmi les mesures prises ces dernières années, de nombreuses visent à faciliter le processus école-armée-usine. Ainsi l'application de la loi Debré sur l'abrogation des sursis universitaires et la réforme de l'enseignement par le DEUG contribuent à accentuer l'intégration des jeunes dans la production.

Dans le domaine propagandiste, l'armée multiplie les opérations sourire et portes ouvertes à l'intention de la population civile d'une part pour accoutumer celle-ci à sa présence (préparation à l'occupation effective) et d'autre part pour recruter des jeunes engagés dans les milieux les plus réceptifs: chômeurs, jeunes paysans, jeunes issus des CET sans emploi et sans débouchés.

En dernière analyse ces contradictions sont secondaires et il est probable qu'elles se résoudront dans un commun accord sur le rythme et les modalités de la réorganisation.

En tous cas, la bourgeoisie, face au danger de subversion, a spontanément et unanimement redécouvert son armée de guerre civile. Lorsqu'il se pose la question militaire, le discours démagogique des partis bourgeois sur leur volonté de réformer les institutions disparaît; leur « réformisme » n'est même plus réformiste.

ANNEXE: L'OTAN

Une des tâches que les antimilitaristes doivent se fixer est de lutter contre l'internationalisation des armées bourgeoises qui préparent la guerre. C'est pour cela que la lutte contre l'OTAN est importante.

QU'EST-CE QUE L'OTAN ?

L'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), composé des principaux pays occidentaux: Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Bénélux, Portugal, etc... a été créée pendant la période dite de « guerre froide ». Étendue en 1952 à la Grèce et à la Turquie, et en 1955 à la RFA, elle correspondait face aux pays qui formeront le pacte de Varsovie (1955) à une défense collective des pays occidentaux sous la tutelle des États-Unis et de sa puissance nucléaire.

POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE VIS A VIS DE L'OTAN.

Avec l'arrivée au pouvoir en 58 du général de Gaulle, la France prit des distances face à l'organisation militaire de l'OTAN tout en restant membre de l'alliance atlantique.

La politique « d'indépendance nationale » des gouvernements de la Vème République, amena le retrait progressif des forces françaises de l'OTAN (flotte de Méditerranée en 59, l'aviation en 60...)

En 66, la France se retirait de l'organisation militaire (commandement intégré) de l'OTAN.

C'est parallèlement à cette politique de retrait vis à vis de l'impérialisme U.S. que de Gaulle créa pour appuyer son thème d'indépendance nationale, la « force de frappe » nucléaire. L'idée de défense tous azimuths étant lancée et même si elle n'a jamais réellement été appliquée, elle a marqué toute l'époque du gaullisme.

Après la crise de 68, et le départ de de Gaulle en 69, la bourgeoisie française, ou tout au moins une partie, commença à remettre en cause cette défense « tous azimuths ». L'arrivée au pouvoir de Giscard, lié aux multinationales à capitaux U.S., a encore accentué le rapprochement de la France avec l'OTAN. Bien que retirée du commandement militaire intégré, la France est dans de nombreuses structures en tant qu'observatrice.

De plus, l'autonomie de la France est très relative, elle dépend en particulier de la surveillance radar de l'OTAN en matière aérienne.

A QUOI SERT L'OTAN ?

Au départ, créée pour préserver l'équilibre de Yalta, défendre l'Europe de l'ouest, l'OTAN est devenue un instrument pour préserver les bourgeoisies contre les travailleurs, les peuples en lutte. Les bourgeoisies européennes se sentent plus fortes, unies militairement et prêtes à intervenir face à tout danger, intérieur ou extérieur, d'une manière unitaire.

QUE FAIRE FACE A L'OTAN ?

D'abord, la première tâche des antimilitaristes est de dénoncer la politique de la bourgeoisie française de pseudo « indépendance nationale », de dénoncer le concept de défense nationale, et d'exiger la rupture des liens qui existent entre les différentes bourgeoisies, les différents impérialismes.

Cette dénonciation passe par la divulgation d'un certain nombre d'informations que les travailleurs ne connaissent pas:

— L'entraînement des forces U.S. à Canjuers, des forces britanniques à la guerre civile contre le peuple irlandais (Larzac).

— L'abandon de la défense tous azimuths, dans le cadre d'une réintégration progressive dans l'OTAN, au profit d'une défense contre les rouges (de l'extérieur comme de l'intérieur, voir pour cela, les manœuvres communes avec les forces de l'OTAN).

— Les négociations au plus haut niveau sur l'utilisation de la force atomique française entre l'OTAN (E.U.) et la France. Debré en 72 fut obligé de mener cette négociation. On peut aussi expliquer aux travailleurs le sens des déclarations de nos dirigeants. Par exemple, les déclarations de Giscard aux E.U. sur une éventuelle intervention des français au Liban. Les E.U. ne pouvant plus intervenir directement agissent par impérialisme interposé. Enfin pour les antimilitaristes comme pour les soldats, le fait que l'OTAN prépare la guerre (course aux armements, rééquilibrage des forces...) est à dénoncer.

La lutte contre l'OTAN, abandonnée elle aussi par les réformistes, fait donc partie intégrante du combat antimilitariste, ceci restant valable dans la perspective d'un gouvernement d'union de la gauche (voir à ce propos les déclarations de Berlinguer au printemps 76 sur le maintien des bases de l'OTAN en Italie).

TROISIEME PARTIE

L'ANTI - MILITARISME

DE LA RÉVOLUTION A LA COLLABORATION DE CLASSE

De même que le militarisme sous tous ses aspects manifeste la ténacité et la résistance d'un capital miné par ses contradictions, de même l'anti-militarisme est un des aspects de la guerre des classes que le prolétariat conduit.

Il n'y a point d'exemple de flambée révolutionnaire anti-capitaliste qui ait pu ignorer l'anti-militarisme. La révolution russe mit en avant « la fin de la guerre » qui saignait le peuple, en Allemagne le mouvement ouvrier révolutionnaire (1914/1924) sut tirer dans sa pratique les conséquences du militarisme développé par la bourgeoisie et appuyé par les sociaux-démocrates (vote des crédits de guerre en 14). En France les syndicalistes révolutionnaires attachaient la plus grande importance à la propagande vers les jeunes du contingent. Le rôle de répression anti-populaire de l'armée amena la C.G.T. à adopter à son congrès de 1908 le texte suivant: « Le congrès préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour, où ils auront revêtu la tenue militaire, ils soient bien convaincus que dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs.»

Aux crimes de l'armée les révolutionnaires et les travailleurs avaient répondu par un anti-militarisme systématique. La fédération internationale anti-militariste et la ligue de défense du soldat avaient pour mot d'ordre: « à bas la guerre, à bas le militarisme, suppression de la justice militaire, amélioration de la condition matérielle du soldat, à bas l'armée, à bas les officiers, on a pas besoin d'armée ». La C.G.T. publiait un manuel du soldat qui incitait à l'agitation dans les casernes et à la désertion. Une affiche donne même la consigne de retourner les armes contre les officiers.

Aussi la guerre de 14/18 fut-elle marquée par des mutineries de masse. En France 113 unités refusent de marcher et menacent de gagner Paris. Dans le même temps, en Allemagne c'est la révolution: les soldats et marins fraternisent avec les ouvriers et en 19 c'est la mutinerie des marins de la mer noire qui refusent de marcher contre les « soviets ».

Cette évocation historique qui ne se veut pas valorisation spectaculaire de la « glorieuse tradition », prétend simplement montrer que le mouvement prolétarien a su seul, poser les fondements d'un anti-militarisme révolutionnaire.

La disparition de la préoccupation anti-militariste dans le mouvement ouvrier est la conséquence des défaites de ce dernier dans la plupart des pays européens depuis 18 et l'entre-deux guerres. Cette défaite eut pour résultat l'hégémonie du réformisme dans les pays capitalistes et la contre-révolution bureaucratique en URSS.

L'abandon de la perspective révolutionnaire apparaît clairement dans le programme réformiste.

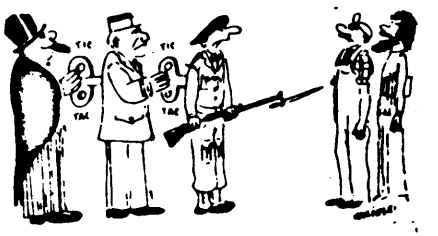
– La social-démocratie s'appuie sur l'idée selon laquelle le mode de production capitaliste est susceptible d'un développement infini vers l'abondance. De cela découle, entre autres analyses, que les structures (état, armée...) sont des structures neutres qu'il suffit de réformer. L'état démocratique bourgeois est perfectible et n'a donc plus besoin d'être aboli.

La transformation des états se résume donc à une prise du pouvoir bourgeois par les moyens démocratiques. Cela aboutit à la lutte politique pour une meilleure gestion et répartition des richesses nationales.

– Aujourd'hui les positions exprimées par le P.C.F. sont proches de la social-démocratie; ils envisagent eux aussi uniquement des réformes « démocratiques » des super-structures (état, armée, etc...)

Ces conceptions entraînent de fait une collaboration de la classe ouvrière avec le capital et cela se traduit par un assujettissement accepté du prolétariat aux mesures de protection et aux plans de redressement des capitalismes nationaux (vote des crédits de guerre en Allemagne en 14, renaissance française en 44 avec un P.C.F. qui clamait: « un seul état, une seule armée, une seule police »). Elles entrainent une adhésion du mouvement ouvrier aux nationalismes.

Faisant du socialisme le résultat d'une lente évolution démocratique, les réformistes limitent l'action ouvrière à un programme immédiat réalisable dans le cadre du système. Il est dès lors possible, en période de crise, de reporter la réalisation du socialisme à une « période plus favorable ». La tâche la plus urgente étant bien sûr la défense des acquis et donc la préservation de l'économie nationale par la collaboration de classe pour la défense nationale.



tiré de "GV m'fachen" journal des comités de soldats de Tubingen octobre 1976

Cette conception nationaliste, qui est aujourd'hui celle du programme commun, se retrouve au PS et au PC avec quelques différences cependant. Jadis anti-militariste, le PCF a cessé toute activité en ce sens. Une raison évidente à cela: sa politique patriotarde inaugurée en 35 dans le cadre du front populaire. Politique stalinienne, nationaliste et chauvine qui laisse clairement entrevoir le type de capitalisme que nous mijote le PC. Est-il seulement besoin de rappeler le rôle décisif qu'ont les armées, tant russe que chinoise dans la défense d'un ordre établi au profit d'une bureaucratie ploutocratique (cf, Tchécoslovaquie).

RÉSURGENCE DE L'ANTIMILITARISME

L'hégémonie du réformisme cantonna l'antimilitarisme dans une situation marginale à la lutte de classe. Ce n'est que depuis 1970 qu'on assiste à une résurgence du combat contre l'armée. Jusqu'alors la situation se résumait à un antagonisme stérile. D'un côté les réformistes (PC-PS), pour qui le rôle de l'armée n'est pas mis en cause. Tout au plus évoque-t-on pudiquement quelques déviations (bris de grève), mais jamais le mythe de la défense de la patrie n'est attaqué. On revendique une doctrine de défense authentiquement nationale et républicaine. On compte sur le loyalisme des officiers et l'on prend en charge leurs intérêts moraux et matériels. De l'autre côté une critique non violente de l'armée, nourrie du respect de la vie érigé en maxime ethico-politique, d'une idéologie de la fraternité et de la paix entre les classes. Cet « anti-militarisme », outre sa vocation élitaire, est incapable de dépasser un humanisme vague et ne fait que prolonger l'idéologie bourgeoise sous une forme sentimentale. Jamais il ne put sortir de son ghetto idéologique.

C'est cet antagonisme stérile qui, depuis quelques années est remis en cause. Cette remise en cause devenait inévitable dès lors que la critique de l'armée cessait d'être la propriété d'une poignée de libres penseurs pour devenir une des préoccupations essentielles de la jeunesse. De même que la jeunesse et les travailleurs réamorcent une critique de classe de l'institution militaire, de même la classe dominante redécouvre son armée de guerre civile. Car cet anti-militarisme-là elle ne peut l'accepter alors qu'avant, comme le soulignait Poniatowski, c'était plutôt la violence d'où qu'elle vienne qui était condamnée et non l'armée en tant qu'instrument de la bourgeoisie.

Cette radicalisation apparaîtra d'abord dans les gestes spectaculaires de jeunes travailleurs révolutionnaires qui refusent de donner un an de leur vie à l'armée de leurs exploiteurs. Souvenez-vous des Puttemans, Chapelle, Jambois, etc... L'insoumission politique en tant que volonté d'affirmer clairement une position de classe marqua incontestablement un changement de nature dans l'antimilitarisme. Elle cristallisa le dégoût général qu'inspire l'armée à une jeunesse qui la rejette en bloc.

Incontestablement l'insoumission eut une réelle importance dans le développement de l'antimilitarisme. Il est à noter que les sodats voyaient avec sympathie de telles luttes se développer.

L'apparition spontanée un peu partout de comités antimilitaristes impulsés le plus souvent par des militants des organisations révolutionnaires allait concrétiser cette tendance et systématiser l'intervention. Dans le même temps par la clarification théorique et le caractère offensif de ses manifestations, l'antimilitarisme redécouvrait la critique révolutionnaire.

Au printemps 73 des dizaines de milliers de lycéens et apprentis descendent dans la rue contre la loi Debré. C'est le premier mouvement de masse antimilitariste. Bien que la coordination lycéenne avance des mots d'ordre parfois ambigus, (maintien et extension des sursis), la grande masse des manifestants, en particulier la jeunesse ouvrière des CET remet plus radicalement en cause l'armée (service national, service du capital, à bas l'armée).

Dans le même temps le prolétariat reconnait son ennemie mortelle dans cette armée qui brise les grèves (PTT, éboueurs, RATP, etc...). Il lui faut tirer les conclusions des déclarations concernant la lutte contre l'ennemi de l'intérieur, des expériences grecque, chilienne... Aussi une commission pour la démoralisation des forces de l'ordre est-elle créée à LIP, des sections syndicales décident-elles de garder le contact avec leurs adhérents sous les drapeaux, etc...

Mais le changement le plus significatif dans le mode d'existence de l'antimilitarisme c'est sans conteste l'apparition depuis fin 72 de comités de soldats à l'intérieur des casernes.

LE MOUVEMENT DES SOLDATS

La grève générale de mai-juin 68 paralysa l'appareil d'état. Partout l'autorité était contestée: au lycée, à la faculté, à l'usine, dans les théatres, dans la rue. Les affrontements généralisés avec la police furent souvent très durs. La présence de l'armée pesait sur les évènements . Son attitude restait la grande inconnue. allait-elle se contenter de parader autour de Paris (itinéraire psychologique des chars) ? Les unités en alerte allaient-elles intervenir ? Quels propos ont été échangés lors de l'entrevue secrète de Gaulle et Massu au QG des FFA à Baden-Baden ?

Les grévistes ne savaient pas ce qui se passait derrière les hauts murs des casernes. Et les soldats ne savaient pas bien ce qui se passait à l'extérieur. Dans certains régiments les transistors ont été confisqués, les hommes dormaient dans leur char... L'armée fut en 68 le seul groupe social à ne pas avoir connu le mouvement de contestation et de revendication. Le contingent resta passif. La hiérarchie avait soin d'autre part de «monter» les appelés contre les étudiants qui semaient l'anarchie et étaient la cause des suspensions de perms, de TV, de radio, ou de sorties. Une exception historique: un groupe de soldats du 153 Rimeca de Mutzig se constitua en comité et envoya un message de soutien aux grévistes de Strasbourg. Certains, mais isolés, envisageaient le sabotage du matériel.

Jusqu'en 73, il ne se passa donc rien dans le contingent. Dans l'extrême-gauche, il était acquis qu'il était très difficile d'agir à l'armée. La courte campagne de 1970 pour la libération des trois soldats Hervé, Deveaux et Trouillet, condamnés à un an de prison pour avoir eu dans leurs armoires des tracts de la vieille CGT anti-militariste, renforça encore cette idée. Et encore, les tentatives vaines de la GP avec « Soldats en lutte ». Les révoltes des soldats étaient individuelles: un appelé excédé cassait la figure à une crevure particulièrement

odieuse ou désertait. Par exemple à Lunéville en 71 au 30 GC, le soldat Goin cassait son balai sur la figure d'un gradé. Le soutien civil était limité et restait le plus souvent local. Le soutien au soldat Gilles Beaugrand, déserteur pour venir en aide à sa famille en apportait une preuve supplémentaire malgré les efforts des antimilitaristes. Parallèlement au mouvement d'insoumission, la lutte des soldats prenait principalement la forme de la désertion en particulier chez les jeunes engagés bernés par la propagande. Dans certains régiments il y avait une véritable épidémie: au 7 RIMA de Fréjus 40 déserteurs en trois mois. Tous des engagés !

Au printemps 73 le mouvement de masse des lycéens et apprentis remettait en cause pour la première fois la toute puissance de l'armée. Le général Vannuxem voulait une armée capable de lui modeler des jeunes comme il faut; il eut le mouvement des soldats.

En 73 nacquirent effectivement les premiers comités de soldats. Dès le printemps en Lorraine: au 126 RT et au GT 516 de Toul, au 94 RI d'Etain. Plus tard, fin 73, se formèrent les comités de marins de Toulon (Col rouge) et la coordination des comités de casernes de l'Est, créée à partir des comités du 43 RT et du 101 EQG de Nancy.

Ces comités qui sont-ils ? Que disent-ils ? Qu'écrivent-ils ? Comment sont-ils organisés ?

Les comités sont unitaires, autonomes et clandestins. Ils tentent de réaliser l'unité combattive la plus large sur la résistance à l'embrigadement et à l'armée de guerre civile. Ils sont apparus spontanément comme le résultat de la volonté des soldats de s'organiser à l'intérieur des casernes dans les conditions spécifiques que cela implique. Petits noyaux ou groupes plus importants (certains iront jusqu'à 60), ils regroupent des jeunes venus de tous horizons politiques: révolutionnaires, syndicalistes, pacifistes, JOC, JC, etc... Mais la plupart d'entre eux ne sont pas des militants venus du civil. C'est à dire que les comités correspondent précisément à l'émergence d'un antimilitarisme de classe: les jeunes travailleurs mêlés à des luttes dans leurs entreprises, les apprentis et lycéens qui se sont battus contre l'armée; tout ce monde là n'acceptera pas un an de servitude et d'embrigadement.

Premier axe de lutte: la résistance collective à l'embrigadement, à la démoralisation; conditions nécessaires à la formation du soldat. Il faut vaincre l'isolement voulu par la hiérarchie, il faut lutter contre la démerde individuelle, « l'esprit bidasse », ne pas se laisser avoir par la démagogie paternaliste, s'organiser pour refuser les exercices dangereux. Les premières revendications porteront sur ces objectifs: à savoir le refus de:

– Un an loin de sa famille et de ses proches.
– Absence de perms: certains attendent quatre mois la première.
– Une solde inexistante; à l'époque 53 francs par mois.
– Des exercices débilisants et humiliants (nettoyer les WC avec des lames de rasoirs) ou abrutissants (nettoyer son flingue jusqu'à 4 heures du matin après trois jours de marche).
– Une discipline totalitaire et fasciste souvent pernicieuse (chantage aux perms).
– L'absence de sécurité, le mépris de la vie du bidasse (rappelez-vous les huit morts sous le tunnel de Chézy). L'armée a droit à 7% de perte en hommes.
– L'arbitraire de la justice militaire (SM, TPFA).
– La misère sexuelle et le mépris des femmes.
– L'alcoolisme (les crevures en sont un vivant exemple) et l'abêtissement permanent.

Second axe d'intervention: les comités posent le problème de la nature et du rôle de l'armée. Cela se traduit par une remise en cause de la nature des manœuvres (DOT). Les soldats conscients du rôle auquel on les prépare critiquent violemment l'armée de guerre civile, l'armée de répression antipopulaire. Cela se traduit dans leur presse dans ses débuts. Mieux une solidarité active avec les travailleurs est apparue. En 72, des soldats du régiment de génie de Mulheim avaient apporté aux grévistes des potasses d'Alsace le fruit d'une collecte s'élevant à 480 francs (Quand on songe à la misère de la solde...). En 73, des appelés chargés de remplacer les éboueurs en grève ont déversé le contenu des camions dans la cour de la caserne de Vincennes. Lors de la dernière grève des PTT (brisée par l'armée), des tracts communs aux sections syndicales et comités de soldats ont été distribués à Sedan. Des soldats ont d'autre part assisté aux assemblées générales des postiers à Besançon, à Nancy, etc... Au RI de Sarrebourg les postiers incorporés ont envoyé un message de solidarité à leurs camarades en grève. Des soldats chargés d'assurer le tri postal ont saboté le travail: c'est ainsi que des sacs postaux à destination de Brest ont abouti à Nice. Dans leur presse les comités popularisent les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes.

C'en était trop ! Le pouvoir pompidolien ne pouvait tolérer que des soldats s'organisent. La répression allait frapper, prouvant que la bourgeoisie ne pouvait s'accomoder de comités clandestins. Une quinzaine de soldats furent arrêtés au 503 RCC de Mourmelon, au 1 GCM de Reims, parmi les marins de Toulon, au CEC de Pont Saint Vincent.

Cela n'empêcha cependant pas le mouvement de s'étendre. Toutes les unités sont touchées par les comités de soldats. En premier lieu l'armée de terre avec l'infanterie et les blindés, la marine à Toulon et Brest, l'aviation (comité à la BA 104 d'Aix, 133 de Nancy-Ochey, 128 de Metz Frescaty, 123 de Saint-Dizier, 705 de Tours, 272 de St Cyr, etc...). Même les paras où dominent les engagés et les volontaires ont eu leurs comités de soldats: le 1 RCP de Pau, le 9 RCP de Toulouse, le 1 RPIMA de Bayonne, le 17 RGAP de Montauban. Au 3 régiments de paras de l'infanterie de marine de Carcassonne à la suite d'un accident mortel, une centaine de paras refusèrent de sauter et remirent leur brevet au colonel. Vingt arrestations et cent mutations en Allemagne. Ce régiment était celui d'un certain colonel Bigeard...

Comment vivent et agissent les comités ? Leur principal instrument de propagande sont les journaux de caserne. Il est impossible d'en établir une liste exhaustive, d'autant plus que des titres apparaîssent puis disparaîssent et qu'en raison du renouvellement régulier des effectifs la durée de parution est très variable d'un comité à l'autre. C'est ainsi qu'une caserne peut connaître en 2 ou 3 ans plusieurs comités, plusieurs journaux. Mais il n'est pas rare que des comités dépassent l'année d'existence; ce qui signifie que d'une classe à l'autre ils sont capables d'assurer une continuité dans la lutte. Ainsi, « Bidasse en lutte » (7 numeros), « Spirate rouge » et Tam-tam qui ont largement dépassé les 10 numéros. Et même des coordinations de comités se feront dans l'Est, le Sud-Est, la région Rhône-Alpes, en Allemagne.

La collaboration entre comités de soldats et civils (antimilitaristes essentiellement) sera immédiate. Aide matérielle (tirage du canard, des tracts, distribution de tracts aux appelés en ville, dans les trains et les gares, popularisation des luttes du comité, actions communes sous la direction des soldats.). Ce soutien ne tardera pas à s'étendre à des militants syndicaux. Ainsi, à Soisson, 4 militants CFDT et 2 CGT ont été condamnés à 200 francs d'amende pour avoir distribué aux bidasses un tract du comité de soldats du 67 RI.

Durant les années 74 et 75, le mouvement va encore s'amplifier. Le nombre des comités augmente (plus de cent sur les 200 unités que compte l'armée), un vent d'insubordination souffle sur de nombreux régiments. L'insolence envers les gradés se développe, les grèves de la bouffe deviennent monnaie courante, le retard systématique au retour de perm se généralise. A Sissonne, en Mai 74 une compagnie de combat du 30 GC se met en grève et s'affronte physiquement aux gradés pour libérer un copain au trou.

Dans le même temps, l'appel des cents est lancé (nous sommes alors en pleine campagne pour la présidence). Au total, plus de 5 000 soldats y répondirent; ce qui est considérable. L'appel des cents reprenait l'ensemble des revendications des bidasses concernant leurs conditions de vie et l'arbitraire de la justice militaire (solde au SMIG, durée du service à 6 mois, libre choix de la date d'incorporation, suppression des TPFA).

Si l'appel des cents n'eut pas la paternité des comités de soldats, il est vrai qu'il a contribué au développement dans les casernes du mouvement des soldats, tout particulièrement par ses effets immédiats: les manifestations de soldats qui suivirent: Draguignan, Karlsruhe.

En septembre 74, le mouvement va sortir des casernes: 200 sodats du 19 RA descendent dans la rue à Draguignan. Le procès Pelletier, Ravet, Taurus eut le retentissement que l'on sait et la libération des soldats inculplés eut pour double effet d'infliger une défaite à la hiérarchie et au pouvoir, et d'encourager les soldats à la lutte. En effet, quelques jours après le procès, 100 soldats de Karlsruhe (journal: le Tringlot en colère) manifestent à leur tour.

Le succès important remporté par l'appel est dû au fait qu'il concrétisait pour la première fois, dans une plate-forme publique l'ensemble des revendications les plus immédiates des soldats, et qu'en réclamant les droits élémentaires il portait un coup sévère à l'institution militaire, qui n'eut alors que la répression pour seule réponse: les jours d'arrêt de rigueur et les mutations nombreuses. Apparaîssant en pleine campagne électorale, il eut un écho national. Nul ne put ignorer à ce moment qu'il existait un mouvement revendicatif au sein des casernes.

De nombreuses organisations de la CGT, CFDT et de la FEN furent amenées à reprendre, après la manifestation de Draguignan et la répression qu'elle entraîna, certaines des revendications contenues dans l'appel des cents (droits d'expression, de réunions, d'organisation), tandis qu'au sein même de nombreuses sections syndicales se poseront les problèmes de prise en charge des jeunes appelés et du soutien aux comités de soldats. Ainsi les questions militaires et le débat autour de l'antimilitarisme (vieille tradition au sein du mouvement ouvrier (1), étaient réintroduites dans le mouvement ouvrier et notamment syndical.

Si la bourgeoisie et la hiérarchie militaire ont utilisé la carotte et le bâton, en pratiquant la répression et en concédant quelques réformes poudre aux yeux, les partis de gauche étaient, eux, dans l'obligation d'adopter une attitude précise par rapport à l'appel (comme celui-ci le demandait puisqu'il engageait les candidats aux présidentielles à se prononcer dessus). Après hésitation voire tentative de contre-appel (les 200 du RMT de Montlhéry lancé à l'initiative du MJCF), les réformistes reprirent à leur compte la plupart des revendications de l'appel dans leur « statut démocratique du soldat », proposé à l'assemblée.

Et en février 75, 80 soldats du 26 RI manifestent en civil à Nancy avec l'UEC. Les autres comités de la ville et de la région ne sont pas contactés, ni même informés. Le PC nie leur existence devant la presse.... Mais trois jours plus tard, suite à la mort de Serge Camier du 151 RI de Verdun écrasé par un char, les soldats présents à la manœuvre (94 RI, 2 RC, 21 RIMA, 151 RI) manifestent dans le camp pendant que 150 soldats descendent dans la rue à Verdun pour exiger une enquête civile. Et à cette époque 400 appelés du 3 RC de Saint Clément (Luneville) manifestent dans le camp cerné par les CRS à la suite du suicide d'un insoumis du régiment.

C'en était trop. L'échec de la réforme « bout filtre » de Bourges et Bigeard (solde à 210 francs...) et le développement du mouvement vont décider le pouvoir à la répression. Répression qui s'impose d'autant plus que la solidarité soldat-travailleur va en s'accentuant. De plus les soldats posent de plus en plus précisément la question d'une rencontre nationale, d'un mouvement national.

Cependant les contradictions qui purent apparaître parmi les militants de la gauche se situent sur la question de l'organisation des soldats au sein des casernes. Opposition des militants JC, JS, membres des comités de soldats par rapport à l'existence d'une organisation indépendante de la hiérarchie, ou d'un système mixte regroupant soldats et hiérarchie.

D'autre part, l'appel est apparu de manière extérieure au mouvement des soldats qui existait alors, coupant ainsi l'herbe sous le pied à son auto-organisation. L'appel a donc eu cet aspect contradictoire, à la fois moteur du développement quantitatif du mouvement des soldats, et à la fois frein quant au mûrissement des bases politiques propres au mouvement et à son auto-organisation.

Si l'appel des cents répond encore aujourd'hui aux préoccupations essentielles des soldats, il est néanmoins nécessaire après deux années d'expérience et de lutte, de le réactualiser, et d'aboutir à la constitution d'une plate-forme revendicative unifiante pour le mouvement des soldats qui pourrait être adoptée dans le cadre d'une rencontre nationale des comités de soldats.

En novembre 75, la création d'une section syndicale de caserne, appuyée par l'union locale CFDT, par les comités du 19 RG de Besançon et du 403 RA de Chaumont, fournit le prétexte à la répression: 53 soldats et civils sont déférés devant la cour de sûreté de l'État pour démoralisation de l'armée. Les interpellations et les perquisitions ne se comptent plus frappant les milieux antimilitaristes, révolutionnaires et syndicaux (surtout CFDT).

Mais là encore, face à la solidarité et au mouvement de masse, le pouvoir a dû reculer et relâcher un à un tous les inculpés. Et là encore, malgré les difficultés accrues, le mouvement des comités de soldats résiste. Durant l'année 76 de nouveaux comités naissent: 151 RIMECA de Metz (journal: le moral de l'appelé), 152 RIMECA de Colmar (les diables voient rouge), 153 RIMECA de Mutzig, 26 RI de Nancy (qui s'y frotte s'y pique), 43 RT de Nancy (le morse aux

(1) « Nous réaffirmons l'antimilitarisme et l'antipatriotisme des travailleurs. Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève quand elle n'a pas pour rôle la répression... Il faut préconiser l'instruction des jeunes pour que, soldats, ils refusent d'agir contre leurs frères travailleurs. Il faut faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

Motion adoptée par le Congrès de Marseille de la CGT, en 1908, et confirmée au Congrès extraordinaire réuni en 1912 devant les menaces de guerre.

dents), 30 GC de Luneville (l'interdit), BA 113 de Metz, 61 RA de Saint Avold, 170 RI de Épinal, RMT de Montlhéry (on ne marche plus), RCR 601 d'Aix la Chapelle, etc...

Preuve, s'il en fallait une, que le mouvement des soldats est aujourd'hui bien vivant.

Manifestation du 1er Mai 1976 à Paris

APPELÉS, ENGAGÉS, SOUS-OFFICIERS: QUELLE STRATÉGIE?

Contrairement à certaines analyses considérant que les appelés ne sont qu'une couche interclassiste ne permettant pas à la lutte de classes de passer les murs des casernes, nous pensons quant à nous qu'un des rôles de l'armée est de reproduire les différences de classes par l'introduction d'une hiérarchie au sein même du contingent chez les fils de travailleurs des villes et des champs (jardiniers, maçons, cuisiniers, serveurs, employés, chauffeurs, etc...).

De la même façon l'armée fournit des privilèges aux fils de la bourgeoisie
– Elèves officiers de réserve (EOR): il faut être en possession du bac et 10% de fils de travailleurs seulement se retrouvent à l'université. Une double sélection est effectuée, l'armée offre en effet à ces appelés une expérience de commandement: elle ne peut le faire avec n'importe qui.
– La coopération réservée aux ingénieurs, enseignants.
– Enfin, l'exemption: en 72 il y eut 27% d'exemption: c'est l'égalité devant le sevice national. Il n'est pas rare de voir des intellectuels réformés P4 (coefficient Psychique). Tout le monde n'a pas la possibilité de se constituer un dossier psychiatrique.

Ceci prouve à l'évidence qu'on retrouve une majorité de fils de travailleurs et de paysans dans les casernes et ceci même si le taux des exemptions généreusement distribuées a depuis 72 fortement baissé.

Si le travail en direction des appelés apparaît aujourd'hui comme le seul porté à un niveau de masse, il n'en reste pas moins que le travail à l'intérieur des casernes ne doit pas se limiter là.

En effet pour les anti-militaristes que nous sommes, deux problèmes apparaissent dans le travail au sein des casernes.

Le premier problème c'est la question de la permanence des comités de soldats en tant que force organisée. En effet, il faut savoir que le contingent se renouvelle de 16,5% tous les deux mois, ce qui entraîne un manque d'expérience par le manque de mémoire collective des luttes, un manque de réflexion sur les échecs ou sur les victoires vécues.

Le second problème c'est la constatation que les appelés sont éloignés du matériel intéressant, celui-là même qui servirait en cas de putsch ou de guerre civile par exemple.

Le premier problème trouvera sa résolution essentiellement au travers des possibilités données aux comités de soldats de se prolonger de classe en classe, et c'est notamment des capacités du mouvement civil qu'il faudrait discuter (archives par casernes disponibles à tous moments pour les soldats, dossiers sur les luttes passées, etc...). Néanmoins la liaison avec de jeunes engagés peut constituer un élément supplémentaire bien que non durable pour faciliter la prospection dans les nouvelles classes, etc...

Pour ce qui est de la deuxième question, il faut savoir comment neutraliser ou gagner en période révolutionnaire des pans entiers de la caste militaire.

Cette question ne doit néanmoins pas faire perdre de vue ce qu'est la nature réelle du corps des sous-officiers et officiers de carrière; à savoir des mercenaires au service de l'état bourgeois. La caste militaire est une couche parasitaire vivant sur la plus-value créée par les travailleurs: elle assume le monopole de la violence au service de la bourgeoisie contre les travailleurs et les peuples en lutte.

Il faut cependant reconnaître que les contradictions existent notamment dans le corps des sous-officiers, contradictions principalement dûes à la recomposition de l'armée française (augmentation de la technicité).

Ainsi les révolutionnaires vont tactiquement jouer sur ces contradictions pour tenter d'abattre des pans entiers de l'armée bourgeoise.

Aussi, afin de savoir sur quelles couches s'appuyer, il est nécessaire d'étudier les motivations de classes des personnels composant l'armée d'active, en étant conscient que ces couches en tant que telles ne peuvent assumer de fonctions révolutionnaires, et en refusant toute politique suiviste du type de celles qu'on a pu connaître au Portugal après le 25 avril 1974.

En ce sens, c'est essentiellement de l'écho des comités de soldats auprès de la grande masse des soldats, et donc de l'effet de retour sur le corps des sous-officiers que dépend la radicalisation de cette couche, et par voie de conséquence, sa neutralité ou son ralliement à la classe ouvrière en période pré-révolutionnaire.

Mais, jamais, il ne pourrait être question de quelconque compromis sur le programme des comités de soldats pour se rallier tel ou tel élément de la hiérarchie ainsi que peut le faire parfois IDS.

Il y a dans l'armée française 40 000 officiers, 120 000 sous-officiers et 65 000 hommes de rang engagés; soit 305 000 hommes représentant l'effectif d'une branche d'industrie comme l'automobile. Cette importance numérique démontre que l'armée joue bien le rôle d'offrir un emploi aux délaissés de notre système économique. Nombre de sous-officiers sont en effet issus de la paysannerie, à une époque où l'on favorisait le tertiaire, et où furent délaissées les questions d'industrialisation des régions françaises et des DOM-TOM.

Mais il y a aussi un autre facteur: le fait que bon nombre de militaires soient placés après la retraite (15 ou 20 ans de service) à des postes d'encadrement dans le civil, ou encore dans des polices parallèles et autres officines de surveillance.

A – Les sous-officiers.

Ils représentent presque 1/4 du personnel dans l'armée de terre, 1/3 dans la marine et la moitié dans l'aviation.

Ces chiffres s'expliquent par le problème de la qualification technique qu'il est nécessaire de posséder dans l'aviation et la marine: on demande des techniciens !

Il y a d'ailleurs une tendance à l'augmentation de la qualification des sous-officiers: plus les appareils se modernisent et plus il faut de techniciens. Ce peut être le cas de la mise sur informatique de bon nombre d'informations comme au PC souterrain de Taverny. Cette tendance à une qualification toujours plus importante entraîne un déplacement des techniciens militaires vers les emplois civils qu'ils préfèrent à une progression (pas toujours simple d'ailleurs) dans la hiérarchie. Ainsi IBM qui forme des informaticiens des stations de radars et du PC de Taverny leur propose de les reprendre à l'expiration de leur contrat.

Mais les sous-officiers ne sont pas tous des techniciens ou des employés de bureau; en tout cas ce ne sont pas ceux-là qu'on retrouve dans l'encadrement des stages commandos et autres manœuvres !!!

En fait on peut séparer les sous-officiers en deux catégories:

– d'une part, les jeunes engagés qui rompent souvent très brutalement avec l'armée. Ensuite...

– Les sous-officiers d'active.

1 – Les jeunes sous-officiers engagés.

Beaucoup d'entre eux, exception faite des fascistes notoires, signent leur contrat pour échapper à la vie familiale (on s'engage dès l'âge de 16 ans) et aux conditions sociales qu'ils subissent (Pas de travail sur place, besoin d'argent).

Pour beaucoup, la prime d'engagement touchée dès l'incorporation fait office de carotte: elle peut servir à acheter la première voiture, la première moto. Là encore, l'agression publicitaire, les tentations de la société de consommation jouent un rôle important qui se retrouve dans un phénomène général chez la jeunesse aujourd'hui: c'est une aubaine que d'avoir 10 000 francs ou plus d'un seul coup en échange d'une signature sur un contrat de 3 à 5 ans qui de plus délivre et de la famille et du chômage bien souvent.

Mais les brimades quotidiennes que peuvent subir ces jeunes engagés (voir les écoles de sous-officiers de Saint-Maixant, de Strasbourg et d'ailleurs et les contraintes imposées par la vie militaire ainsi que ce qui les fonde (former des hommes et des chefs) produisent assez rapidement chez eux une sorte de ras-le bol qui se traduit à deux échelons différents:

a) Le taux de désertion est plus élevé que chez les appelés. Certains sous-officiers désertent plusieurs fois de suite et ceci malgré les sanctions (arrêts de rigueur, prison militaire). Un exemple significatif: au TPFA de Reuilly à Paris, 2 ou 3 engagés passent en jugement tous les 15 jours !

b) Il se trouve que pour des raisons budgétaires l'armée s'est retrouvée obligée de diminuer le nombre des nominations au grade de sergent, phénomène qui influe sur l'ensemble de la hiérarchie puisqu'au début de l'année 76 les nominations aux grades de chef et d'adjudant-chef étaient au point mort. Cette situation provoque le maintien bon gré mal gré de bon nombre d'engagés au statut d'homme de rang: c'est à dire au bas de l'échelle dans la considération et la rémunération. En 1974 dans l'armée de terre 80% des engagés n'ont pas renouvelé leur contrat à l'expiration des trois ans. De plus 45% de jeunes sous-officiers quittent l'armée avant d'atteindre les 10 ans de carrière. En outre en 4 ans dans l'armée de terre les engagements avaient baissé de moitié (de 69 à 73). L'arrivée de la crise avec la montée du chômage va renverser cette tendance dès 74.

Ce sont chez ces sous-officiers que nous pouvons trouver les éléments les plus sensibles aux idées progressistes et ceci malgré une arriération politique certaine. Cependant parmi les premiers comités de soldats (cols rouges à Toulon par exemple) on retrouve des engagés. Cette tendance des comités à rassembler non seulement des appelés mais aussi des engagés se retrouve aujourd'hui dans l'est et en Allemagne.

Mais cette catégorie là de sous-officiers ne répond pas totalement au besoin d'une présence révolutionnaire dans l'armée. En effet l'aspiration de ces jeunes sous-officiers, lorsqu'ils découvrent la réalité de l'abrutissement militaire, est de se barrer le plus vite possible. De plus ce ne sont pas eux qui détiennent les postes militaires d'intérêt, ceux qui sont stratégiquement importants (en cas de putsch).

En fait, c'est la revendication de « droit à la résiliation du contrat à tout moment » qui doit être avancée vis-à-vis de ces jeunes engagés. La reprise de ce mot d'ordre par les comités de soldats permet d'établir un cadre unifiant, d'autant plus qu'un parallèle peut être fait avec le statut des personnels féminins ou les possibilités de résiliation sont nettement plus faciles. (raisons personnelles, mariage, etc...)

A ce propos, ils serait intéressant d'étudier ce corps particulier, ou existent des possibilités de radicalisation de par l'origine des personnels (infirmières par exemple en raison de l'expérience des luttes dans les écoles).

2– Les sous-officiers d'active.

La deuxième catégorie et qui constitue en fait le corps des sous-officiers qu'on peut définir comme étant stable est traversée de contradictions importantes, notamment entre les sous-officiers qui répondent aux nécessités d'organisation des unités de façon moderne, qui bénéficient de connaissances techniques (essentiellement dans la marine et l'aviation) et ceux qui vont jusqu'à croire que « leur armée fout le camp ». Ce n'est pas tout à fait la querelle des anciens et des modernes mais presque. Ces contradictions se retrouvent au niveau de la stratégie: indépendance nationale, défense tous azimuths ou intégration à l'OTAN, voire, armée de métier. Augmentation des forces traditionnelles ou non, etc..

Les premiers sont surtout dans la marine et l'aviation où l'on retrouve en grand nombre techniciens, électriciens, informaticiens qui possèdent des qualifications professionnelles dont ils savent qu'elles peuvent être investies dans le civil, et qui les poussent tout naturellement à tenter de vendre leur force de travail le plus cher possible. Mais l'état répond aux problèmes de cette catégorie par des statuts à n'en plus finir ou encore, des primes qui ne sont que pure démagogie. Bien entendu dans le cadre défini préalablement sur la nature de la caste militaire on comprend qu'il n'est pas possible de soutenir dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire le caractère de ces revendications à moins qu'elles aillent jusqu'à la rupture d'avec la condition militaire. Néanmoins nous profiterons pour des raisons tactiques de ces contradictions et essaierons de les exacerber.

Pour les seconds, ils représentent les « vieux », du moins ceux qui ont déjà plus de 15 ans de carrière, les rescapés de l'Indo et ceux d'Algérie.

Ils jouent pratiquement tous un rôle de chien de garde, d'encadrement des appelés. Les crevures ce sont souvent eux: brutes, sadiques, racistes et anti-rouge. Ils ont tout à perdre dans la chute de l'armée – leur armée – l'armée de classe: leur emploi d'une part, leur statut social et leur pouvoir sur le contingent. Un seul axe peut être développé par rapport à eux: ils sont à mettre hors d'état de nuire ! Ce sera à la fois la tâche des appelés que de les neutraliser, mais aussi celle des sous-officiers des deux autres catégories.

B– Les officiers:

50% sont fils d'officiers !!!

Etre officier cela signifie accepter les valeurs telles que la discipline, l'autorité, le culte du chef, la hiérarchie... C'est donc dans un cadre bien précis que l'on se place. Ce n'est pas pour échapper à leur condition sociale ou familiale que des jeunes s'inscrivent au collège militaire de Saint-Cyr ou dans les écoles de Brest ou Grenoble. En effet, ce sont les fils de militaires ou de fonctionnaires qui sont admis en priorité dans ces écoles.

Cependant une évolution est à noter, certains officiers parlant d'union de la gauche, voire de syndicalisation (même si c'est dans un but bien précis...)

En fait, de façon générale la grogne qui peut apparaître au niveau des officiers part bien souvent de conceptions réactionnaires: on regrette le temps où l'on avait à toute heure une voiture et un chauffeur à sa disposition, on pleure sur les avantages perdus.

Une division est à noter chez les officiers, d'un côté ceux qui viennent des grands écoles (St Cyr) qui peuvent grimper jusqu'au sommet de la hiérarchie, de l'autre côté ceux venus par d'autres filières (Officiers d'active par exemple) qui finissent bien souvent capitaines. Chez ces derniers, la limitation au grade d'officier subalterne les aigrit: ce sont eux qui déversent leurs saloperies sur les arabes, les immigrés, la CGT, etc...

Il est notoire qu'il est souvent plus simple de parler à un colonel qu'à un capitaine.

Enfin, une infime minorité intéressante existe chez les ingénieurs ou techniciens par exemple (en particulier chez les plus jeunes dont quelques uns auraient fait 68).

En fait, c'est du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée que dépend la possibilité de gagner une frange tout à fait réduite (mais stratégiquement importante: connaissance militaire) des officiers et des sous-officiers. Ceux-ci en dernière analyse se classent, de par leur acceptation des conceptions (d'autorité, de hiérarchie, etc...) comme des agents conscients de la bourgeoisie.

QUATRIEME PARTIE

QUEL SOUTIEN AUX SOLDATS ? QUEL ANTI-MILITARISME ?

Question: Une position de soutien quasi-exclusive aux comités de soldats ne revient-elle pas à rejeter l'insoumission qui pourtant cristallisa le dégoût de la jeunesse pour une armée qu'elle rejette en bloc ?

Réponse: Nous ne portons pas de jugement de valeur sur l'insoumission ou la lutte des soldats. Il est clair que l'insoumission politique s'inspire du mouvement ouvrier (syndicalisme révolutionnaire, etc) et qu'elle manifeste une radicalisation réelle. Mais toute lutte doit être considérée, non en elle même de façon idéaliste, mais dans son rapport avec le développement du mouvement. Or aujourd'hui la caserne n'est plus ce lieu où il est impossible d'agir et par conséquent le refus de l'armée peut s'exprimer par la lutte dans l'armée. Avec cette différence essentielle que les soldats et les jeunes ne sont plus simplement les spectateurs sympathisants d'un refus individuel exemplaire et spectaculaire mais les acteurs solidaires d'une lutte collective. C'est en ce sens que nous considérons l'insoumission comme historiquement dépassée.

Qui plus est l'armée reste en France, un instrument de défense du pouvoir bourgeois à l'extérieur comme à l'intérieur. L'intervention directe de l'armée contre la classe ouvrière, en cas de guerre civile, sera sans doute le fait de troupes d'élite à fort pourcentage d'engagés. Cependant le rôle des unités composées majoritairement d'appelés sera certainement loin d'être négligeable, soit que leur passivité ne s'oppose à cette action, soit qu'elles soient utilisées à la protection de points stratégiques, sans prendre part directement aux affrontements. Il faut donc pouvoir compter dans ces affrontements à venir, soit sur un refus pur et simple du contingent de coopérer à la répression, soit sur l'action armée à nos côtés de régiments mutinés. En tout état de cause seuls les soldats sont aptes à opérer le sabotage à grande échelle de l'arsenal de guerre de la bourgoisie. Ces deux hypothèses ne peuvent être envisagées que si un travail

antimilitariste sérieux est mené au sein du contingent. Ce travail est d'autant plus important qu'en la matière tout reste à construire. Or il faut bien admettre que la seule force capable de s'opposer à fond à l'armée de la bourgeoisie, à savoir un prolétariat autonome et organisé qui puisse se défendre y compris militairement n'est pas encore constitué. Les luttes de classes actuelles, avec leur caractère aigu, n'excluent pas une riposte militaire du pouvoir en cas de crise déclenchée par le prolétariat et la petite bourgeoisie (style 36, 68). Et même il n'est pas dit qu'un renversement électoral ne conduise à terme à la réaction armée de la bourgeoisie. Il est à notre avis irresponsable de négliger cet aspect de la lutte des classes.

Question: On parle de formes de lutte dépassées ou non, de tactique et de stratégie, mais ce qui est déterminant, y compris et surtout dans l'affrontement de classe, c'est le contenu politique d'un combat. Or que veut le mouvement des soldats ? Une amélioration du sort de l'appelé et le droit syndical. Il n'y a pas de remise en cause du rôle de l'armée dans ces objectifs corporatifs.

Réponse: Tout d'abord, il faut distinguer ce qu'est réellement le mouvement des soldats de l'image qu'en donnent les réformistes, la presse bourgeoise et même certaines des directions léninistes de groupes gauchistes. C'est cette image déformée qui alimente la défiance qu'ont certains révolutionnaires envers la lutte dans les casernes. L'insoumission est aujourd'hui prônée comme un refus de l'opportunisme, une exigence de radicalité révolutionnaire. Mais si l'on pousse plus loin l'analyse, on constate qu'au delà de cette apparence c'est en fait une opposition systématique mais inconséquente envers la politique trotskiste.

A la fois la politique opportuniste des trotskistes et la défense de l'insoumission comme une exigence de radicalité révolutionnaire, contradictoire à première vue, ont ceci de commun qu'elles sont incapables d'avancer une stratégie révolutionnaire conséquente concernant la lutte des soldats.

Extrait de: "Les Diables Voient Rouge" no 2 (152 ri Colmar)

Question: Justement, cette stratégie quelle est-elle ? Quelle attitude fallait-il avoir par rapport à l'appel des cents et d'une façon plus générale à toute revendication qui ne remet pas en cause l'institution militaire ?

Réponse: Il est évident que le mouvement des soldats s'est tout d'abord exprimé par un ras-le-bol généralisé (notons qu'il en était de même pour les autres formes de refus de l'armée). La lutte dans les casernes s'est ensuite parée de revendications pour un meilleur sort du soldat et pour les libertés politiques. Mais ces revendications ne sont pas distinctement séparées d'objectifs révolutionnaires. Nous avons vu en effet que la frange la plus avancée du mouvement des soldats, les comités de casernes, a toujours inséré cette lutte dans le combat global contre l'état capitaliste et son armée. La solidarité avec la classe ouvrière s'est exprimée clairement dans les journaux de casernes. En tout état de cause lorsque les soldats rédigent eux-mêmes une plate-forme revendicative et se regroupent autour d'elle pour lutter, cette plate-forme exprime leur niveau de conscience et de lutte et c'est un pas important dans la mesure où ils prennent directement en main leur propre lutte. Il en va à l'armée comme à l'usine, le mouvement est capable de se créer sa propre avant-garde émanation directe de la masse.

Dans l'appel des cents, ce que nous avons critiqué ce ne sont pas toutes les revendications en elles-mêmes (qui refuserait de réclamer la suppression des TPFA), mais la démarche politique globale de la LCR. Proposé par la LCR l'appel se présente donc de fait comme une proposition politique visant à donner une perspective politique précise à un mouvement qui en était jusque là privé. Ce souci n'est pas en lui-même contestable, mais quand les révolutionnaires se mêlent de faire des propositions, ils doivent être capables de les défendre dans leur globalité et d'assurer leur dépassement dans le cadre du projet qu'ils défendent. L'appel des cents ne doit pas tendre à cristalliser le combat autour d'une seule lutte revendicative mais doit favoriser un dépassement du mouvement dans son autodéveloppement vers des mots d'ordre autonomes anticapitalistes et antiréformistes afin de lutter contre le danger de propager les pires illusions sur la possibilité de réformer l'armée.

Question: A ce propos la LCR vous a reproché d'avoir une attitude professorale vis à vis du mouvement.

Réponse: C'est risible lorsque ce reproche vient de militants qui ont hérité du léninisme cette conviction petite bourgeoise que « la conscience est apportée du dehors à la classe ». Soyons clair: toute organisation révolutionnaire définit son soutien à une lutte de masse à partir de ses propres convictions d'organisation. Il faut donc différencier les perspectives des révolutionnaires qui mènent une lutte globale contre l'état et son armée des perspectives d'un comité de soldats autonome. Nous devons nous placer sur des perspectives révolutionnaires car notre but avoué est la destruction de l'armée. Les modalités de notre soutien doivent tenir compte de cette situation. Soutien qui doit être total mais sans dirigisme et sans opportunisme. Aide matérielle, information et même action commune; par exemple au 43 RT de Nancy, des antimilitaristes ont avec le comité de soldats, et sous sa direction, saboté une remise de fourragères. Tout soutien est en effet une condition au développement du mouvement. Mais nous n'avons pas par contre à « prendre en charge » les revendications particulières dans le but de prendre la direction politique du mouvement. C'est typiquement ce qu'a fait la LCR. Contre cela nous devons défendre l'autonomie des comités de soldats en tant que structures capables de diriger elles-mêmes leurs actions à mener à l'intérieur des casernes, de rédiger les écrits mis en circulation. Il ne doit être en aucune façon question de faire d'eux le relai d'une ligne politique établie en dehors d'eux. Les appelés doivent avoir l'initiative et la totalité du pouvoir de décision concernant leur lutte. C'est cela l'autonomie et pour nous c'est un point capital.

Paru dans GV.- m' fachen (Tübingen)

Question: Tout le monde dans l'extrême-gauche est d'accord sur la nécessité de l'autonomie. Et pourtant, elle semble intervenir ici comme un clivage. Quest-ce que l'autonomie?

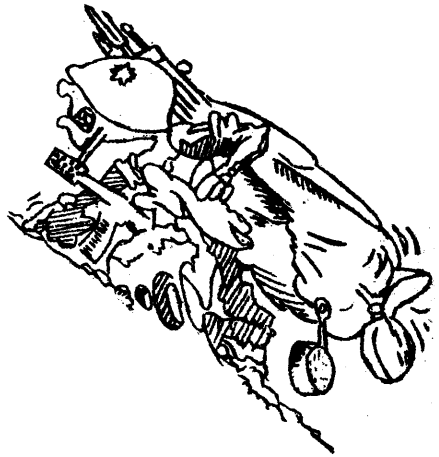
Réponse: Tout le monde en effet est d'accord pour considérer que les comités de soldats doivent être autonomes par rapport à la hiérarchie. Ce qui semble

évident sauf pour les réformistes ! Mais par autonomie, il faut entendre beaucoup plus. Le mouvement des soldats se développe à partir des intérêts et des besoins des « travailleurs en uniformes », à partir d'une solidarité de classe entre soldats et prolétaires. Il ne se développe pas à partir d'idéologies; cela veut dire en clair que les comités doivent refuser de se soumettre à des directions (partis, groupuscules, syndicats) qui leur soient extérieures et qui à terme ne peuvent conduire qu'à la division du mouvement. Il s'agit de l'autonomie ouvrière tout simplement: les travailleurs se regroupent et s'organisent en « classe révolutionnaire » sur leurs intérêts de classe pour mener la révolution sociale et non une multitude de partis et groupuscules en fonction d'idéologies diverses de la révolution. En dernière analyse on peut affirmer que le principal facteur d'autonomie pour les soldats serait l'existence de ce mouvement ouvrier autonome et révolutionnaire. Nous n'en sommes pas encore là.

Question: L'histoire du mouvement des soldats semble accréditer cette conception de l'autonomie ouvrière. Mais il y a plusieurs façons d'écrire l'histoire et la LCR ou IDS (dirigé par le PSU) ne sont pas d'accord et présentent leurs histoires.

Réponse: Pour IDS les choses sont claires: le mouvement n'a d'autonomie ni politique ni organisationnelle. Lorsque IDS fut créé, il y a belle lurette que le mouvement des soldats était présent dans la lutte et qu'il s'était donné son instrument de propagande: les journaux de casernes. Cela n'empêcha pas IDS de clamer que son petit journal d'organisation («Le Soldat ») était le journal de « tous les comités de soldats et de marins de ce pays ». Ce qui a fait bien rire tout le monde... Pour la LCR c'est plus compliqué et moins grossier. Mais il est utile de rappeler ici que longtemps ces camarades n'acceptèrent pas la réalité des comités de soldats autonomes. Position que Révolution ! partagea aussi, fort peu de temps heureusement. Il a fallu se battre pour imposer ce fait politique. Il a fallu surtout que le développement des comités conduise ces camarades à revoir leurs positions. Cette position était simple: seule une organisation politique sûre (entendez « mon groupuscule ») peut organiser les soldats dans les casernes en toute sécurité. Ce fut à l'époque la création du FSMAR (regroupement des militants trotskistes sous les drapeaux). La LCR condamnait de même tout travail commun civils-appelés (cf. polémique CAM-CDA). Lorsque des soldats sollicitaient une aide, il n'y aurait eu d'autre choix que de les envoyer au groupe de son choix. Dans certains cas les militants FSMAR refusèrent de travailler avec le comité de leur caserne. Est-ce parce qu'ils n'en avaient pas la direction ? Puis ce fut un spectaculaire ralliement et l'appel des cents. Aujourd'hui nous lisons dans la presse trotskiste que le mouvement des comités serait né à partir de cet appel. C'est-à-dire que l'apparition du mouvement des soldats coïnciderait avec la décision de la LCR de bosser dans les comités. On nous explique que ces comités étaient au début de simples noyaux gauchistes coupés de la masse des soldats pour devenir après l'appel des cents des comités à recrutement large (réformistes, syndicalistes, régionalistes) et liés au contingent. L'appel des cents aurait en fait permis à l'avant-garde gauchiste de se lier à la masse des soldats. C'est faux. Contrairement à cette version falsifiée de leur histoire, les comités sont nés de façon autonome sur les bases de la résistance à

l'embrigadement et à l'armée de guerre civile. Ils ne sont pas des créations gauchistes (comme le voudrait d'ailleurs Bigeard) mais le résultat d'une avancé de la lutte de classes. On nous dit encore que les journaux de casernes ne tenaien qu'un numéro. C'est encore faux. Pourquoi tant de contre-vérités si ce n'est pour faire entrer de force un mouvement dans des schémas préétablis d'une organisation dirigiste, si ce n'est pour faire des comités les relais d'une politique conçue en dehors d'eux.



Tiré du tract: "Les stages commandos, Pourquoi?" 24e GCM Tübingen

Question: Pourtant la construction d'un syndicat de soldats semble être aujourd'hui un objectif largement partagé par les comités ?

Réponse: La encore, il faut savoir de quoi on parle. Les comités se sont toujours posés le problème de la coordination. Déjà des coordinations par villes et par régions se mettent en place. Il est important de vaincre les limites du localisme, il est important qu'une unification des objectifs présente un front solide face à la hiérarchie et au pouvoir. Mais cette unification, cette coordination ne peuvent se faire qu'à partir du degré réel de développement des comités. C'est la condition capitale pour qu'un mouvement national soit l'émanation réelle et directe du mouvement actuel. Les objectifs d'un tel mouvement doivent être discutés démocratiquement lors de rencontres nationales représentatives. Ils n'ont pas à être fixés de l'extérieur comme éléments a priori constitutifs de ce mouvement national. Or que se passe-t-il avec cette histoire de syndicat ? On impose extérieurement une traduction politique comme seule possible à un besoin réel d'organisation. Lorsqu'IDS crée un syndicat de caserne à Besançon (affilié à la CFDT), elle tente de forcer la main à l'ensemble du mouvement. Sa référence aux syndicats hollandais révèle clairement ses objectifs réformistes. Si chacun adopte ce mode d'intervention on imagine avec hantise ce qui peut se passer. C'est un comportement putschiste qui révèle un mépris certain pour le mouvement des comités et ses capacités à s'autodéterminer.

La LCR semble pour sa part avoir « reconnu » les comités autonomes dans le seul but de construire un syndicat. Lorsqu'elle affirme que 99% des comités sont des structures pré-syndicales, nous sommes forcés de nous demander ce que cela veut dire. Car le fait que les comités se battent pour un meilleur sort du soldat, contre l'armée de guerre civile, etc, ne suffit pas à définir le mouvement comme pré-syndical. La forme syndicale implique une conception précise du combat. Les SUV portugais qui, eux aussi, défendaient la condition des soldats n'étaient pas des syndicats. Ils tissaient des liens avec les commissions de travailleurs et de quartiers, ils ne dépendaient pas de l'intersyndicale. La forme syndicale peut impliquer un type précis et centralisé d'organisation et surtout une conception strictement revendicative de la lutte. L'objectif final, la destruction de l'armée, ne peut qu'être séparée de la pratique. Il ne faut pas qu'il y ait dissociation entre les revendications que l'on confie au syndicat et la lutte globale politique qui serait la propriété exclusive des organisations. Sinon le mouvement de masse des soldats deviendrait dans cette situation un satellite, il serait tributaire de stratégies particulières factrices de division. Pour nous le mouvement de masse des soldats ne doit pas être assujetti aux déviations qu'ont subies les organisations de masse des travailleurs, par exemple la bureaucratisation.

Question: Il faut préciser tout de même que c'est un syndicalisme de classe qui est proposé, pas un syndicalisme corporatif à la hollandaise.

Réponse: C'est vrai pour la LCR. Mais peut-on sérieusement considérer que le rattachement aux centrales CGT, CFDT, FEN soit une garantie réelle en ce qui concerne ce caractère de classe ? Il suffit d'entendre les déclarations tapageuses de Séguy et Maire fustigeant l'antimilitarisme et affirmant leur attachement à la défense nationale pour se forger une opinion là-dessus. Ce lien naturel et nécessaire entre mouvement des soldats et mouvement ouvrier nous le voyons plutôt dans la lutte (refus de briser une grève, aide matérielle apportée par des sections syndicales, en désaccord avec leur direction, aux comités, etc...). Quant à espérer quelque chose du PC ou du PS, il faut trimballer une belle couche d'idéologie léniniste pour conserver des illusions après les mises au point de Marchais et d'Hernu, chantres modernes du social-chauvinisme. Là-dessus, il faut être clair: l'unité de classe entre soldats et travailleurs ne pourra se faire que dans la lutte et contre les bureaucraties staliniennes et social-démocrates !

Question: Alors quel mouvement national ?

Réponse: C'est aux soldats et à eux seuls d'en décider. En ce qui nous concerne nous nous fixons moins pour tâche de distribuer des directives, de forcer les décisions que de donner au mouvement les moyens de son autonomie, condition de sa radicalisation. Mais un point est primordial: il faut à tout prix préserver l'autonomie de décision des comités. Pratiquement, chaque comité doit conserver sa presse propre. Il n'est pas exclu en effet que des initiatives de type putschiste tentent d'imposer au mouvement des structures et une presse centrale moyennant une pseudo-rencontre nationale non représentative. La mise sur pied d'une organisation nationale des soldats soulève des difficultés sérieuses et nombreuses en raison des conditions spécifiques à l'armée (très peu de disponibilité, renouvellement très fréquent des effectifs, mutation et déplacements incessants, différences entre régiments, etc.). Ces difficultés ne devront être en aucun cas prétexte à la mise en place d'une direction extérieure. Notre souci doit être qu'on ne sépare pas un état-major à capacité décisoire des comités qui sont et resteront les moteurs du mouvement et les garants de son unité. Un syndicat exige un minimum de permanent, des délégués, etc. Qui seront-ils ? Quel sera leur lien avec les comités autonomes ? Comment seront-ils élus ? Seront-ils révocables et comment seront-ils contrôlés ? Autant de questions qu'on ne résoud pas d'un coup de baguette magique. Questions qu'il appartient aux soldats de résoudre dans la mesure de leurs possibilités et dans l'intérêt de la lutte

Question: Et quelle liaison proposez-vous entre le mouvement des soldats et celui des travailleurs ?

Réponse: Pour nous, les luttes des travailleurs, de plus en plus dures et massives, restent dominées par les partis réformistes. Nous savons de quelle manière ceux-ci s'attaquent à la lutte antimilitariste.

Aujourd'hui le prolétariat et ses organisations de lutte, les syndicats, sont traversés par une lutte intense entre la tendance à l'autoorganisation et à l'autonomie ouvrière, et l'hégémonie des directions réformistes. Cette lutte pour l'autonomie ouvrière est loin d'être gagnée.

On ne peut donc soumettre le mouvement des soldats à une direction collective et démocratique des luttes qui reste à construire. C'est pourquoi les soldats en lutte doivent aujourd'hui préserver leur autonomie totale.

Pourtant l'unification entre la lutte des travailleurs et la lutte des soldats est à l'ordre du jour. Aujourd'hui ce combat se mène à plusieurs niveaux. Dans les casernes même, il passe par la lutte contre le corporatisme, pour une orientation nettement prolétarienne des revendications et des mots d'ordre.

Le « parrainnage » de comités de soldats par des sections syndicales est à systématiser. Il contribue à tisser des liens solides entre les deux fronts, comme le parrainnage de chaque soldat par des civils de son entreprise. de son acien lycée, collège, de son quartier ou de son village. Les militants révolutionnaires doivent impulser des réunions de futurrs appelés, notamment dans les entreprises avec le soutien des organisations syndicales, qui informent sur la situation dans l'armée et sur les luttes des soldats et qui organisent concrètement ce parrainnage.

Mais l'antimilitarisme civil ne peut s'en tenir là. Le soutien aux luttes des soldats doit s'accompagner d'une propagande antimilitariste intense auprès de tous les travailleurs et axée autour d'une idée essentielle: **Les travailleurs doivent soutenir les luttes des soldats parce que celles-ci sont utiles et même indispensables aux luttes des travailleurs.**

Ce combat antimilitariste civil, mené dans et hors des structures syndicales est aujourd'hui, alors que la bourgeoisie intensifie sa politique répressive, une pièce maîtresse dans notre lutte contre l'hégémonie des réformistes. PC et PS laissent et laisseront les travailleurs désarmés face à l'appareil répressif. Et cela les travailleurs doivent le comprendre avant qu'il ne soit trop tard. La liaison entre soldats et travailleurs ne peut aller plus loin aujourd'hui: des liens ponctuels dans les luttes (contre l'armée briseuse de grève, contre la répression), et des liens organiques minimum (parrainnage).

Dans une période pré-révolutionnaire caractérisée par la constitution d'un contre-pouvoir démocratique des travailleurs, la situation serait différente. La liaison soldats-travailleurs, de ponctuelle devrait devenir permanente, et l'autonomie du mouvement des soldats faire place à la direction collective de la lutte contre l'armée par l'ensemble des travailleurs, sous l'uniforme ou non.

Tiré du RAMA-JOIE n° 8 (Melun)

Question: En conclusion quel est votre projet à long terme en ce qui concerne l'armée ?

Réponse: Sa destruction ! En tant qu'instrument répressif formé par et pour la bourgeoisie, afin d'asseoir sa domination sur les travailleurs. En effet nous ne pensons pas que cette armée qui sert les multiples intérêts du capital, et ce à différents niveaux (briseuse de grève, colonialisme, guerre civile) soit le cadre nécessaire pour détruire le système qui l'a mise sur pieds. En tant que corps séparé des rapports de production, elle ne saurait être l'instrument adéquat pour la prise en charge de la société par les travailleurs.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes », aussi bien aujourd'hui en dirigeant leurs luttes, que demain en donnant l'assaut final au capitalisme et en brisant le monopole de la violence détenu par l'état bourgeois.

Ce choix stratégique implique aujourd'hui, pour nous, deux conséquences au niveau de notre propagande.

– Dans le mouvement des soldats: en montrant en quoi cette armée est une armée bourgeoise de guerre civile contre les travailleurs, et en préparant les soldats à rejoindre la classe ouvrière, aussi bien dans ses luttes présentes que dans la lutte finale. C'est l'organisation collective du refus de briser les grèves des travailleurs, le refus de toute manœuvre à caractère répressif.

– Dans la classe ouvrière, et en liaison avec la montée de la répression (les chiens contre les travailleurs, les affrontements entre grévistes et forces de l'ordre) en défendant le mot d'ordre d'autodéfense ouvrière, concrètement par le renforcement des piquets de grève, la défense des manifestations, l'action directe, (les travailleurs du « Parisien Libéré » ont fait l'expérience depuis deux ans de la nécessaire appropriation de la violence par la classe ouvrière).

CHILI ! TU DOIS NOUS LE RAPPELER TOUJOURS !
IL N'Y A PAS DE PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME !

Seule l'autodéfense ouvrière aujourd'hui, l'armement des travailleurs demain, nous mèneront à la société communiste que nous voulons.

Quant à nous, nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi, fidèles aux expériences historiques du prolétariat international (Espagne, Chili, Portugal) et en en ayant tiré les leçons.

ANNEXES

Paru dans :
" Allez les Rouges " ! n° 4
du 7e RI

editorial....

ce que nous voulons.

"L'appel des cents";cette pétition envoyée aux autorités et qui avançait de nombreuses revendications légitimes pour nous autres appelés;repris et signé depuis par plusieurs centaines de bidasses prouve que dans les casernes on en a marre,que cela suffit et que l'on commence à le dire.Car ce qui est nouveau dans cette petition ce ne sont pas les revendications mais bien le fait que des centaines de bidasses osent les exprimer publiquement,s'engageant avec leur si-gnature face à la repression militaire qui n'a d'ailleurs pas manqué de se manifester(il y a eut de nombreuses mutations et de nombreux jours d'arret pour les premiers signataires).Il est evident que maintenant vu l'ampleur du mouvement la repression est en echec puisque dans certaines casernes c'est pres de la moi-tié des effectifs qu'il faudrait muté.Pourtant si le phénomene est nouveau de part son ampleur et de par le fait que des centaines de bidasses aient affirmé collectivement ce qu'il ne cessent de reclamer individuellement depuis des années lorsqu'ils discutent de ces problemes;les conditions objectives qui ontpermis c cela sont simples à analyser.Ce qui est à l'origine de l'interet succité par cet appel ce sont deux choses:nos conditions de vie d'une part et l'influence de l'exterieur et des luttes tant sociales q'antimilitaristes auxquelles des enca-sernés ont participées.Nos conditions de vie inutile de les décrire à nouveau! Nous sommes des sous-citoyens sans aucun droit politique,sans aucune liberté. (ils voudraient meme nous enlever le droit de penser et de parler;c'est pour cela qu'ils nous occupent ou qu'ils nous donnent un entrainement tres dur:pour nous empecher "de parler et de ruminer " comme ils disent!);nous sommes une main-d'oeuvre gratiute qui travaille ou subit un sur-entrainementpour 48 h de "liberté" tous les 15 ou 30 jours !Quant à l'influence des luttes externes; elle est certaine aussi d'autant plus que des jeunes encasernés ont pu partici-per au grand mouventn antimilitariste de la jeunesse du printemps 73 ou alors individuellement à des luttes revendicatives dans une usine,dans un lycée ou d dans une fac.Et pour nous bidasses qui en fait devrions rester des travailleurs ou des lycéens comme les autres,ces revendications sont tellement evidentes qu'il qu'il peut paraitre banal de les exprimer.Pourtant s'engager avec sa signature pour oser dire ce que tous nous pensons c'est deja risquer d'etre reprimé,c'est deja se faire reperer er ficher.C'est donc risquer de ne pouvoir faire autre c chose que de signer;certes si le mouvement continue à prendre de l'empleurla securité militaire devra surveiller tous les bidasses mais la pression que l' on fera sur les autorité avec ces signatures sera bien insuffisante.On a jamais rien obtenu avec des signatures et dans le domaine militaire encore moins que dans le domaine social.Tout au plus on peut denoncer une situation mais non faire aboutir des revendications aussi legitimes soient elles.Et pour nous comité de lutte de bidasse de l'EST il existe d'autres methodes pour que cela change dans les casernes.D'ailleurs on ne pretend pas qu'il soient possible de faire aboutir du jour au lendemaindes revendications aussi importantes à l'echelle nationale. Pour nous ce qui nous permettra de changer quelque chose là ou l'on se trouve ce n'est pas une grande operation d'envergure nationale,operation de prestige,opé-ration destinée à faire passer une ligne politique determinée et définie ailleurs que dans les casernes,operation pour lancer des organisations dont les bidasses n'ont pas besoin.Pour nous donc ce qui nous permettra de changer quelque chose c'est la prise de conscience et la mobilisation des bidasses de chaque casernes sur les problemes de sa caserne,de sa propre vie.Certes les problemes de chaque caserne bien souvent se ressemblent.Pourtant les regimes des perms y sont dif-ferents,ainsi que la discipline ,les brimades,les crevures et leurs pratiques.

Ainsi quand les bidasses d'une caserne se mobilisent effectivement pour regler à leur niveau ; leus problemes,là il se develloppe effectivement le controle de l' armée et la resistance à cette armée.Ainsi quand des appelés manifestent dans la cour de la caserne,comme à Toul pour imposer une perm,quand des appelés avec des civils perturbent le passage solennel devant le drapeau comme au 43°RT à Nancy,quand des appelés sabotent une marche commando comme au 26° RI à Nancy, quand des appelés delivrent un de leur copain arreté,refusent les combats de nuit en manoeuvre comme au 30° GC à Luneville,Quand des appelés s'occupent collecti-vement de casser la gueule à des crevures fascistes de leur regiment...là ef-fectivement dans la lutte ils s'opposent au systeme militaire et le font recu-ler.Car si la petition tout comme les structures d'un syndicat à l'echelle nationale pourrait paraitre positives face au pouvoir absolu et fasciste,à l'en-prise abhorrante de l'armée sur la jeunesse;elles se reveleront cependant bien vite negatives.En effet cela ne fait pas participer effectivement le bidasse à la lutte contre l'armée dans sa caserne,pas plus que cela ne pose le probleme politique du role de l'armée dans notre société et du danger de cette armée de guerre civile.Au contraire en signant,tout comme en appartenant à un syndicat ou à un comité appendice d'une organisation politique qui decide elle seule de la tactique et de la strategie;le bidasse se decharge de sa responsabilité et de sa conscience sur cette organisation qui finira par lui etre exterieure.Ces pra-tiques ou ces organisations seront d'autant plus exterieures à l'ensemble des appelés que ses objectif risquent de ne rester que corporatistes:car à l'heure où les partis communistes et socialistes commencent à s'interresser aux appellés en ressortant leur paragraphe approprié du programme commun,c'est bien de l'opp-ortunisme le plus plat que de reprendre des revendications evidentes sans armer la jeunesse militaire pour lui permettre de les faire aboutir,sans non plus les depasser.Car spontanement chacun de nous est conscient que si l'on avait le SMIC ce serait mieux,si l'on avait droit à des perms frequentes,si l'on nous re-connaissait des droits et libertés ce serait mieux aussi.Oui;ce serait mieux, mais jamais on a entendu poser par ceux qui avancent ces revendications cette question si simple et si importante:"pourquoi y a-t-il ce regime si repressif et si depersonalisant dans les casernes?"Et avancer ces revendications sans remettre en cause le systeme militaire et tout ce qu'il defend (le pouvoir des patrons et des banquiers)à l'heure ou les paysans sont obligés d'employer la voiclence pour se faire entendre et survivre,à l'heure où la revolte gronde dans les prisons, à l'heure où la crise economique,l'augmentation des prix et le chomage menacent tout le monde ouvrier...Ce n'est voir que l'arbre qui cache la foret.Pour nous dans chacune de nos luttes comme dans le combat que l'on mene sur le front de l'information notre objectif c'est de faire prendre conscience à la masse des appelés que si aujourd'hui on peut faire reculer l'armée sur un point particu-lier,quand on est unis et solidaires c'est la preuve que la lutte est possi-ble.Mais ce n'est pas pour autant que l'on aura gagné.Gagner sur un probleme precis n'est pas arreter l'armée et au dela de nos luttes revendicatives il im-porte de ne cesser de remettre en cause la forme et l'existence de cette armée à la guerre interieure.Pour nous la lutte des appelés contre l'armée qui leur impose leur condition de vie,d'encasernement et aussi d'alienation est indisso-ciable de la denonciation de l'armée de guerre civile pour la bonne rai-son que ces deux armées ne sont qu'une.

ET POUR NOUS IL APPARTIEND AUX BIDASSES DE CHAQUE CASERNE DE DECIDER QUELLES FORMES PRENDRA CETTE LUTTE,QUELLES ORGANISATIONS ET QUELLE LIAISON AVEC LA JEUNESSE CIVILE ILS DOIVENT SE DONNER POUR LA MENER.

Bidasses en lutte

Extrait de BIDASSES EN LUTTE n° 4
Août 74

Extrait de : "Les Diables voient Rouge" 15ème RI (Début 1976) Colmar -

VERS LES ASSISES NATIONALES DES COMITES

OU EN EST-ON

Aujourd'hui la répression continue : le nombre des inculpés dépasse la cinquantaine, tous les soldats soi-disant relâchés n'ont fait que changer de geôle, certains sont donc enfermés depuis 3 mois et mutés de leur régiment, alors que les dossiers sont vides. Les avocats l'ont prouvé en les dévoilant publiquement ;et Bigeard lui-même l'a confirmé en déclarant que s'il n'y avait pas encore de preuve de complot, il ferait tout pour en trouver. On arrête nos camarades et après coup la justice d'exception et ses sbires essayent de la justifier.

Bien sûr de nombreux camarades ont été arrêtés, tous les jours des soldats sont mis au trou,muter en France et en RFA, des comités ont été durement touchés (Besançon, Cazaux). Mais rien fera taire la révolte des soldats tant que les causes de ce mouvement n'auront disparu.. D'ailleurs, on a pu assister à un essor, de nouveaux journaux sont apparus par dizaines, des comités se sont formés au 15/2 par exemple, mais aussi au 15/1, d'autres vont éclore avec le printemps.

Pourquoi : parce que la hiérarchie, les Bourges et les Bigeard, leurs exercices épuisants, le profond mépris qu'ils affichent pour la vie des appelés. Parce que nous refusons d'être des robots auxquels tous droits d'expression sont interdits nous en avons marre dans une telle misère affective, économique... marre !

NON : le mouvement des soldats n'est pas liquidé ! Dissolution des Tribunaux d'exception !

ET MAINTENANT QUE FAIRE ou après le silence, la tempête : Seul le mouvement antimilitariste civil a été en mesure de prendre l'initiative face à la répression (meetings divers, pétitions nationales, marche sur Paris,..) cela n'a pas été sans problèmes car les confédérations syndicales,notamment la CGT ont longtemps hésité à défendre

les inculpés et à reprendre les morts d'ordre unitaires et n'ont souvent apporté qu'un soutien du bout des lèvres, ces positions ont d'ailleurs entrainé un débat qui n'est pas clos aujourd'hui dans les sections. Certaines d'entre elles prenant des initiatives très avancées. Ceci a prouvé que le mouvement des soldats n'avait pas atteint l'âge adulte ; en effet, celui-ci bien qu'important (très nombreux comités)est morcellé Sa reconnaissance et son autonomie passent nécessairement par des Assises Nationales des C. de S. qui permettront d'unifier ce mouvement et de en faire une organisation offensive avec laquelle il faudra compter...

En décembre déjà des textes circulaient en France et dans les FFA pour décider de l'avenir du mouvement, notamment par la tenue d'Assises Nationales de tous les comités :

CES ASSISES NOUS DEVONS LES PREPARER, LES TENIR ....

Les assises seront d'une part une gifle aux Bourges et autres et d'autre part elles seront la preuve de notre capacité d'iniative au niveau national, elles permettront à l'ensemble du mouvement de s'exprimer et de définir l'organisation dont nous avons besoin.

IL NOUS FAUT DONC

Etablir une plateforme unique de revendications essentiellement fondé sur le principe "Soldat sous l'uniforme tu restes un travailleur" et exigeant ce dont nous sommes privés pendant un an : le droit à la santé avec libre choix du médecin, le droit à la SS, le droit au repos hebdomadaire, un mois annuel, au 1er mai, le droit à la sécurité (alignement sur les normes civiles ?), ledroit à la dignité (contre le racisme, les brimades, le phallocratisme, le droit d'information, de réunions d'organisation, le droit au SMIC pour le travail (service) que nous effectuons.

Définir les moyens de lutte pour faire aboutir ces revendications au niveau national.

Débattre des moyens de faire circuler l'information, confection d'un bulletin national par exemple.

Débattre du comment établir des liens de + en + solides avec le mouvement ouvrier et paysan et les organisations antimilitaristes.

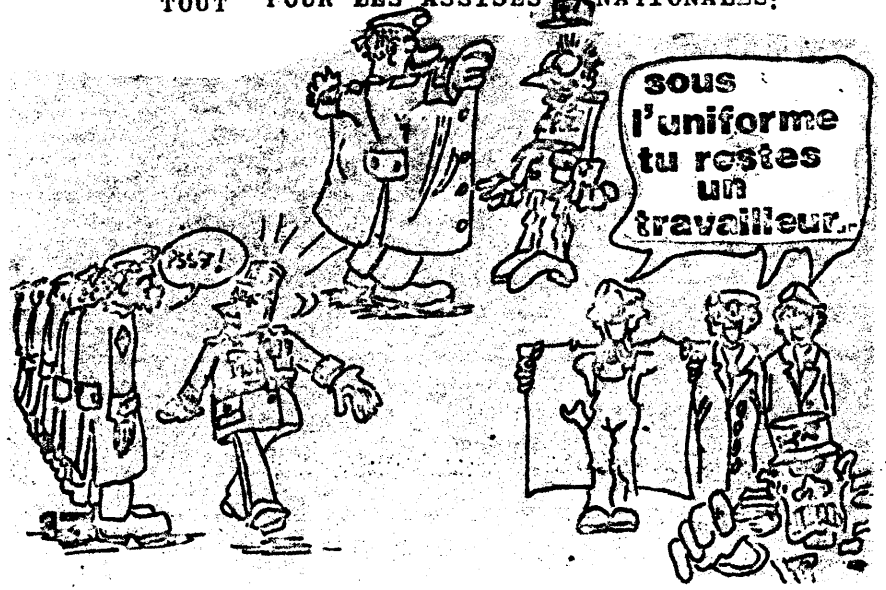
Débattre des moyens à utiliser contre la neutralité de l'armée, neutralité s'exprimant notamment par le fait que les soldats soient envoyés trier le courrier , ramasser les ordures, aiguiller les avions, interviennent dans les TOM et les DOM.

Exiger le retour des FFA en France

Exiger la dissolution de la SM, des tribunaux militaires.

Il nous faudra mettre sur pied des coordinations locales et régionales, renforcer celles qui existent. Nous ne devons pas rester morcellés, divisés car il est plus facile d'abattre des comités un par un, isolés les uns des autres, nous sommes efficaces certes mais nous ne ferons céder le gouvernement que par un rapport de force national.

TOUT POUR LES ASSISES NATIONALES!



Saint-Cyr

Ce texte devrait être présenté avec un texte contradictoire présenté par un camarade du comité. Ce camarade n'ayant jamais apporté cette contribution, le Comité a décidé après l'avoir longuement discuté, de faire circuler ce texte le plus rapidement possible au sein des comités. Le Comité des soldats de la BA 272 de Saint-Cyr considère que c'est le meilleur moyen pour débattre et espère que les contributions se multiplieront.

Nous pensons qu'aujourd'hui le développement de nos luttes passe par le progrès de notre organisation, de notre unification. C'est dans cette perspective que nous avons décidé avec les camarades de Tours et de Balard de lancer dès juillet un appel pour la tenue d'une réunion nationale des comités de soldats avant la fin de l'année 1975.

Certains camarades avancent dès maintenant comme perspective la constitution d'un syndicat de soldats. Nous pensons que pour poser correctement cette revendication, nous devons répondre auparavant à un certain nombre de questions. Un syndicat ! oui ! mais quel syndicat ? Est-ce que cela constitue pour notre mouvement une perspective réalisable à très court terme ? Et, si ce n'est pas une perspective immédiate, quelle solution devons-nous avancer qui nous permette de rompre l'isolement des comités, d'assurer la permanence et la continuité de nos luttes, de leur redonner un impact national, de les unifier, d'améliorer par là-même le rapport de forces avec la hiérarchie.

Or, poser la nécessité de construire le syndicat, c'est affirmer la nécessité d'une organisation qui soit :

— Permanente, unitaire : **syndicat de soldats et pas seulement d'appelés et ne reproduisant pas les divisions qui traversent aujourd'hui le camp syndical.**

— De masse : **qui a pour vocation d'organiser l'ensemble du contingent.**

— De classe : **qui défend à l'armée des positions de classe :**

— En luttant contre toutes les formes d'oppression des travailleurs par l'appareil militaire.

— En combattant les fonctions de l'armée et son utilisation antipopulaire.

— Anticollaborationniste : **autonomie totale par rapport à la hiérarchie. Il ne peut être question de gérer les conditions de vie qui nous sont faites ou de se battre pour une prétendue démocratisation de l'appareil militaire.**

C'est pourquoi aujourd'hui nous refusons deux types de démarches :

a) La première **qui fait l'économie de l'analyse du mouvement pour appeler à la constitution d'un syndicat de soldats,** sans que nous ayons les moyens de le faire vivre réellement. **La constitution d'un tel syndicat (aujourd'hui forcément clandestin) implique un degré d'affrontement avec la hiérarchie militaire et le pouvoir, que ni le mouvement actuel, ni le soutien externe ne sont en mesure d'assurer. A moins qu'on ne se contente d'habiller du sigle de syndicat les comités existant !..**

Cette confusion, nous la rejetons.

b) La deuxième **qui en appelle aux organisations syndicales CGT, CFDT, FEN, pour « qu'elles prennent en charge la construction du syndicat de soldats » parce qu'elles seraient les seules capables de fédérer et d'unifier nos luttes.**

Cette démarche subordonne en fait les initiatives du mouvement des soldats et la construction de l'organisation des soldats au bon vouloir d'organisations qui, au moins au niveau de leurs directions :

— Soit, ignorent notre existence ou la dénoncent (les soldats qui manifestent à Draguignan, à Karlsruhe et Verdun feraient preuve d'antimilitarisme puéril).

— Soit se contentent de reconnaître le droit aux soldats de désigner des délégués (mais alors quelle est la différence avec la hiérarchie qui, comme à Saint-Cyr, nous concède des commissions de base avec des représentants élus des soldats !).

— Soit se contente de réclamer pour les soldats un syndicat de type hollandais, corporatiste, véritable instrument d'intégration des soldats à une institution « rénovée » et « démocratisée ».

Cette démarche, dans sa logique, est contridictoire avec la volonté d'unité qui existe largement dans les comités de soldats et qui s'est déjà manifestée dans un certain nombre de coordination (FFA, Bidasses en Lutte, Sud-Est, Sud-Ouest.

Cette démarche, enfin, fait passer sous la table l'expérience déjà riche du mouvement des soldats, en sous-estimant le rôle propre des comités de soldats :

— Les comités sont la preuve matérielle de notre volonté d'imposer aujourd'hui, dans les faits, le droit à l'organisation, droit démocratique élémentaire, en nous en donnant les moyens, c'est-à-dire en nous organisant clandestinement. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si la hiérarchie militaire met un acharnement particulier à poursuivre et à réprimer les soldats qui s'organisent de manière autonome pour conquérir et défendre leurs droits.

— Nombreux sont les comités qui ont su à travers leurs initiatives, **tisser des liens étroits avec le mouvement ouvrier et établir de larges brèches dans le mur de silence qui entourait les casernes : journaux tirés par des sections syndicales, des UL, des UD, visite d'une délégation syndicale dans une caserne à la demande d'un comité, lors d'une journée portes ouvertes, demandes systématiques de constitution de commissions d'enquêtes civiles sur les accidents à l'armée...**

(JUILLET 1975)

imprimerie EDIT 71 - 9 rue A. Métivier 75020 Paris

Tiré des "Boeufs voient rouge", n°14 bulletin des comités de soldats de LANDAU-NEUSTADT Oct-Nov 1976

pour toute correspondance :

ÉDITIONS L

BP 51902

75067 PARIS CEDEX 02